

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

La Diplomatie Bolcheviste.....	J. DE SOUBRAY
Atrocités au Caucase.....	***
Les armements de l'U. R. S. S.	Bü ALEN
Les mouvements nationaux dans l'ancien Empire Russe	D ^r MIR
Staline et Cie.....	***
Au Turkestan	M. TCHOKAI-OGHLY
En Azerbaïdjan.....	A. KAPLAN
Parmi les Cosaques	M.
Revue de la Presse.	***
Réunions « Prométhée ».....	***
Une lettre de M. L. Wasilewski	

CHRONIQUE

Caucase du Nord. — Azerbaïdjan — Géorgie. — Ukraine.

DIRECTION & ADMINISTRATION :
4, Villa Malakof — PARIS (16°)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LA DIPLOMATIE BOLCHEVISTE

Les Russes sont décidément les premiers politiques du monde. On s'en doutait depuis longtemps. Ce qui se passe aujourd'hui corrobore d'une façon éclatante ce qu'on pressentait à leur sujet avant guerre. Il fallait, en effet, être diplomate-né pour créer de toutes pièces un immense Empire, assembler à la hâte cent peuples divers et donner à cet échaffaudage disparate un aspect imposant, avec des poutres faitières en bois inconsistent et prêts à se rompre à la première secousse sérieuse; il fallait être diplomate-né pour réaliser conquêtes sur conquêtes avec des moyens militaires souvent médiocres mais en enrôlant successivement dans une armée les peuples vaincus et au premier rang ces Cosaques que Voltaire dépeint dans l'Histoire de Charles XII, comme « enragés contre les Russes », pour conclure même après des défaites retentissantes, des traités avantageux, et amalgamer des nations très civilisées quand on était soi-même à un niveau de culture voisin de la barbarie. Il faut, maintenant, être diplomate-né pour se maintenir sur la corde raide du bolchevisme depuis quatorze années, annoncer chaque jour à sons de trompe qu'on va détruire le capitalisme, et obtenir de ce même capitalisme les moyens de subsister économiquement et de monter la machine de guerre du plan quinquennal.

Aujourd'hui, dans le désarroi qui règne, les Russes sont les seuls à mener une politique vraiment constructive et agissante; à s'intéresser objectivement à ce qui se passe au dehors; les seuls à chercher à guider les événements au lieu de se laisser aller au fil de l'eau et attendre passivement que d'heureux courants portent l'esquif de l'Etat vers un havre de paix et de calme; les seuls à s'intéresser aux forces mystiques qui agissent sur les passions des hommes et régissent l'univers. Quoi d'étonnant dans ces conditions si leur moulin continue seul à tourner, alors que les ailes des autres demeurent obstinément orientées du mauvais côté ! Quoi d'étonnant si, avec des cartes médiocres, ils parviennent presque partout à gagner la partie engagée contre des adversaires apathiques et somnolents.

Ces destructeurs de frontières utilisent à merveille la puissance décisive de cet élément psychique qu'on nomme aujourd'hui le « nationalisme ». La *Pravda Vostoka* du 13 janvier rappelle à ce sujet les idées émises par Staline : « Sans la sympathie et le soutien des peuples opprimés de l'ancien Empire russe, le prolétariat n'eût pas défait Koltchak et Denikine, et la Révolution n'eût pas triomphé... »

Cette évidence, Lénine l'a maintes fois lui-même mise en lumière. Mais, qui s'en soucie en Europe ? Qui, parmi les innombrables auteurs

de pamphlets, articles, études, livres sur le bolchevisme et son origine, discerne la raison majeure de son succès et même de son maintien. Qui s'inquiète, comme la *Pravda Vostoka* déjà citée, « de résoudre le problème des nationalités d'une façon pratique et objective... »

Qu'il soit malséant de s'en occuper ouvertement, vu qu'une telle doctrine est en désaccord avec les idéaux de Lénine, c'est fort bien ! Mais l'habileté des bolcheviks consiste précisément à y prêter un intérêt vigilant, tout en déversant sur elle les flots grondants de leurs anathèmes. Pendant que les autres parlent, ils agissent dans l'ombre, ce qui, aux dires de Machiavel, constitue par excellence l'art de la politique.

En Extrême-Orient, après l'essai malencontreux de 1928 et l'échec des tentatives effectuées en vue d'entraîner dans leur orbite 400 millions de célestes, ils ne se sont pas découragés. Leur propagande arrêtée par le sursaut patriotique encore inconscient des masses dirigées par le Kuo-Min-Tang, a changé de tactique; et plus audacieuse encore, elle montre en Moscou le défenseur de l'indépendance chinoise; elle rivalise de démagogie chauvine avec les plus exaltés des Cantonnaires; en hyperboles ampoulées et en métaphores fleuries avec les journaux des Fils du Ciel, quand la 19^e armée tient tête victorieusement aux Nippons autour de Changhaï; elle dénonce la trahison des suspects, avec le feu des journaux conventionnels en 1793; et ainsi elle réussit à faire oublier les attaques des divisions de Blücher contre les garnisons de l'Est chinois en 1929 et le traité imposé au mépris du plus élémentaire droit des gens, au Gouvernement mandchou. La presse du Kremlin, envoyée bordée sur bordée à l'impérialisme japonais, avec lequel Moscou avait partie liée il y a trois ans; et pendant qu'à Genève on palabre et on tergiverse, en cherchant à arrêter le conflit, sans contenter aucun des deux partenaires, le bolchevisme, sans souci des contradictions, s'arrête à un parti, et renouvelle ses efforts en vue de gagner les sympathies de « 400 millions d'opprimés », fidèle encore une fois à la maxime de Staline : « Convaincre tout l'Orient, qu'en la personne de notre Fédération se trouve incarné le drapeau de la libération et, alors, ce sera le commencement du krach de l'impérialisme mondial... »

Aux Indes, en Afghanistan, en Malaisie, en Afrique du Nord, partout où il existe des groupements en mal d'émancipation et d'indépendance, le jeu est le même, mené par le Komintern. A la *North Western Frontier*, les chemises rouges d'Abdul Gaffar, correspondant au P.K.I. ou Parti Communiste d'Indonésie; à Java le Girni Kamgat, au Sarekat Hedjo; et préoccupé seulement du but à atteindre, le salut de la Révolution demeurant comme au temps de Rome la « *suprema lex* », Moscou lie indifféremment parti avec un roi comme Amanullah, un dictateur comme Sun Yat Sen, ou un chef comme Abdel Krim, s'appliquant à observer les penchants des masses et à les suivre dans leurs tendances, en apparaissant comme l'apôtre de leurs propres idées.

Cette virtuosité et cette souplesse ont abouti en Europe à l'emploi des procédés que chacun connaît; à la création au voisinage de la Roumanie, de la Pologne, de la Finlande, de ces pseudo Etats indépendants de Moldavie, d'Ukraine, de Russie Blanche et de Carélie, destinés à faire illusion sur les populations finlandaises, moldaves, ruthènes, ruthènes blanches de l'U.R.S.S., à jeter le trouble sur celles d'en face et à les attirer si possible dans le giron soviétique. L'entreprise n'a pas réussi, les sujets de Varsovie, d'Helsingfors, de Bucarest ne tiennent nullement à quitter les enfers capitalistes où ils subissent mille tourments pour gagner le paradis soviétique, dont les enchantements et les douceurs leur parviennent sous forme d'échos

de fusillades le long du Dniester; mais l'Occident interloqué, et comme toujours peu renseigné, se demande s'il n'est pas vrai, qu'au fond, ces républiques soviétiques et provinces autonomes correspondent à des réalités, et que les bolcheviks apportent à leurs peuples, une part de cette liberté, autour de laquelle ils font une publicité si tapageuse.

L'Occident, malgré ses répétées et innombrables déconvenues, accueille avec empressement à Genève, les moindres suggestions de ceux qui jurent quotidiennement sa perte. Il en est encore à attribuer une valeur quelconque à un pacte signé par le Kremlin, discutant gravement de l'opportunité des accords polono-russe, franco-soviétique; pensant que ces papiers pourraient constituer une garantie quelconque le jour où la Pologne se verrait exposée à un danger quelconque à ses frontières occidentales, et où l'occasion semblerait propice aux divisions de Vorochilov, de reprendre du côté de Varsovie, la marche malencontreusement arrêtée en 1920. Chroniquement, ces ballons, d'essai lancés du Kremlin en faveur d'emprunts, traversent les frontières, et les souscripteurs comme les banques, les contemplent avec intérêt, prêts à les recueillir, comme si les expériences d'avant guerre, et les invraisemblables discussions engagées au cours de la Conférence sur les dettes, ne suffisaient pas à les éclairer sur les sentiments de leurs débiteurs; comme si la ruine des petits porteurs, en grande partie ouvriers et paysans français, n'était pas un témoignage probant de ce qui attend les imitateurs de l'immortel Gogo.

Divide et impera... la classique devise romaine est aussi bien à la base de cette politique réaliste qui, par moments s'inspire de ruses pareilles à celles du Cheval de Troie et dans d'autres d'une merveilleuse connaissance du cœur humain, des passions qui le guident et des mobiles auxquels il obéit; et le gibier tombe dans les pièges tendus avec les ficelles les plus grosses, comme dans les rêts les plus ténus. Dans les négociations engagées avec Varsovie à propos du pacte de garantie, on réussit à persuader à la France que son alliée orientale doit se prêter à ce traité équivoque, et à la Roumanie qu'elle n'a aucune appréhension à concevoir à ce sujet du côté de la Bessarabie. Par l'effet d'une manœuvre aussi subtile, on représente le mouvement ukrainien actuel comme machiné par Hitler, de manière à éveiller les suspicions de Paris. On attise les moindres tisons d'antagonisme entre les différents Etats occidentaux, comme à l'intérieur même de l'Union, entre les représentants de races opposées, entre Tadjiks et Uzbeks en Asie Centrale, entre Arméniens et Azerbaïdjanais au Caucase, sans omettre de s'intéresser aux différends qui séparent les Kurdes des alliés Turcs d'Anatolie.

« Je persiste, du point de vue moral, à tenir la volonté des hommes de s'affirmer en nation comme une forme du mal », écrivait récemment M. Julien Benda, auteur de la « Trahison des Clacs ». C'est peut être parler d'or. Mais, à discuter gravement dans l'abstrait la question du nationalisme, à vouloir ignorer systématiquement la virulence d'un phénomène psychique, qui régenté aujourd'hui l'univers, sous prétexte que son idéal ne correspond pas aux idéaux actuels de la Société des Nations et du progrès moderne, l'Occident va tout doucement à sa perte, et laisse carte blanche à la diplomatie soviétique.

Il serait parfait de vouloir réformer les Sociétés et leurs tendances si tout le monde travaillait à l'unisson, et si l'un des groupements ne cherchait pas précisément à tirer parti des généreuses dispositions des autres pour les subjuguier et leur imposer ses lois. « Fais ce que je dis, ne fais pas ce que je fais », le proverbe populaire sert de maxime secrète aux disciples

3377

de Lénine, et l'étonnant réalisme de leur politique fait un curieux contraste avec le dogmatisme des autres et leur paradoxale faculté d'oubli.

Il faut bien en effet évoquer les années de la guerre. Ce principe de nationalités, qui sert aujourd'hui aux Soviets de fil d'Ariane dans le labyrinthe de leurs difficultés, et sur lequel on jette aujourd'hui un voile si pudibond, qui en prêcha la légitimité durant les quatre années du conflit mondial ? des déclarations d'Asquith au catéchisme Wilsonien ? A tort ou à raison on reconstruisit l'Europe sur ses bases; on ressuscita la Pologne, la Lithuanie, la Finlande, les Etats Baltes, la Tchécoslovaquie, etc. en son nom on délivra partout des brevets d'autonomie et des diplômes d'indépendance, marqués à son chiffre; on exalta ses mérites; on prêcha les droits des peuples après les droits des hommes; on le salua comme portant en lui l'esprit de rédemption et marquant la volonté d'affranchissement des races esclaves; et aujourd'hui on veut en faire le bouc émissaire de tous nos maux.

Mais on ne modifie pas le sens d'un courant psychique, qu'on a contribué à déclencher, comme on renverse la vapeur d'une locomotive. Les moindres groupements qui, d'un hémisphère à l'autre, ont tressailli aux appels à l'indépendance, ne sont pas prêts à abandonner, les uns ce qu'ils ont acquis, les autres ce qu'ils espèrent.

On parle beaucoup des malfaçons de Versailles et de la balkanisation de l'Europe. Mais à quoi sert de ratiociner ? Veut-on reconstituer l'Autriche-Hongrie ? Est-ce pratiquement possible ? Veut-on tenter de ressusciter l'ancien Empire des Romanov avec ses frontières de 1914 comme le demandent certains émigrés ? Imagine-t-on que ce serait le moyen de rétablir l'équilibre et la paix de l'Europe; et a-t-on déjà perdu de vue que la cause déterminante de la guerre fut l'impatience avec laquelle les 23 millions de slaves d'Autriche supportaient l'hégémonie du gouvernement de Vienne ?

Evidemment non. Alors, le mieux est de s'accommoder de ce qui est, de vivre avec ce nationalisme tant décrié par les « clercs », et de tirer le meilleur parti possible du bien et du mal qu'il engendre. Les bolcheviks ne font pas autre chose. Ils restent, malgré leurs utopies à l'intérieur, fidèles à la méthode expérimentale à l'extérieur et se gardent d'être les dupes des idées qu'ils répandent.

Qu'est-ce qu'une nation ? Si l'étude de l'histoire de ses origines à nos jours démontre une chose, c'est bien le brassage indéfini des peuples, des races et des idiomes, la continuelle métamorphose des Etats, la bizarrerie des sociétés; mais l'étude des événements contemporains en démontre une autre aussi claire : le constant triomphe de la cause de l'indépendance, une fois que la conscience ethnique s'est réveillée, une fois qu'un groupe d'hommes a pris le sentiment de sa personnalité et s'est résolu à mener une vie libre dans ses propres frontières, que ce soit une modeste agglomération comme la Lithuanie ou l'Albanie, ou une constellation de races, de religions, de cultures, de langues, comme l'Inde ou la Chine. Il met un temps plus ou moins long, mais il parvient à ses fins, comme est parvenue l'Allemagne au temps du Zollverein et l'Italie à l'époque du Risorgimento.

L'Ukraine, le Caucase, le Turkestan et les 80 millions d'allogènes soumis aux Soviets, eux aussi, toucheront au but malgré les arguties de Moscou, malgré les talents déployés par les rusés Commissaires pour persuader le monde qu'au sein de l'U.R.S.S. règne la devise de 93, c'est-à-dire : la liberté consciente et organisée.

Le jour où l'on sera persuadé de cette vérité, de ce fait inéluctable, la

Prométhée
n° 65

Avril 1932

PROMÉTHÉE



diplomatie anti-bolcheviste marquera certainement un point, le premier depuis 1917. Car alors, elle luttera à armes égales avec celles de Moscou; elle se rendra compte que, ce qui est vrai au delà des frontières soviétiques, est vrai aussi en deçà; et, au lieu d'épiloguer à l'infini sur le bien fondé du remaniement de l'Europe sur des bases ethniques, elle s'en accommodera comme on s'accommode du flux d'une marée, sans chercher à l'enrayer, mais en essayant comme Moscou d'utiliser sa puissance; elle cessera de se lamenter pour observer le cours des choses, et au lieu de vouloir introduire de la logique dans les passions et les sentiments des hommes, elle fera la part de la raison et celle du cœur; en un mot, elle agira, en prenant exemple sur les fils spirituels de Vladimir Oulianov, au lieu d'attendre..... en espérant le miracle.

J. DE SOUBRAY.

ATROCITÉS AU CAUCASE

Un communiqué de Tabriz du 10 mars, reproduit dans quelques journaux russes de Paris, annonce ce qui suit :

Ces derniers jours les cas collectifs de passage à travers la frontière soviéto-persane de ressortissants soviétiques ont pris un caractère de grande migration de peuples de l'U.R.S.S. C'est une fuite éperdue de femmes, de vieillards, d'enfants, de jeunes gens russes, arméniens, géorgiens, azerbaïdjanais. Ainsi que le déclarent ces malheureux, la population affolée fuit, droit devant elle, afin de gagner la frontière. Voici comment l'on raconte le passage de la frontière soviéto-persane par un groupe de quelques centaines d'azerbaïdjanais au pont de Khoudaférine :

Un groupe d'azerbaïdjanais en armes, précédé d'un petit détachement monté attaquait, la nuit venue, un poste de gardes-frontière et, l'ayant dispersé, passa en territoire persan. Derrière ce détachement, une foule de paysans sans armes essaya à son tour de passer la frontière. Quelques dizaines d'entre eux réussirent à passer, mais les derniers, des femmes, des enfants notamment, surpris par les gardes du poste voisin alerté, furent en partie fauchés par le feu des mitrailleuses mises immédiatement en action.

Les rescapés racontent avec effroi ce qu'est en ce moment la vie en U.R.S.S. La famine commence à se faire sentir, or, ce n'est encore que le mois de mars et la nouvelle récolte est loin. Un mouvement d'exode s'est emparé des paysans; les uns se ruent vers les villes, les autres vers les frontières. Personne ne veut rester à la campagne et travailler la terre. Ce brusque changement s'est opéré au début de février, lors de la campagne de contrôle des kolkhoz et la répartition des bénéfices. Nombreux furent les « kolkhozniks » dont la part leur revenant fut insuffisante pour couvrir les avances reçues. L'impression produite fut désastreuse. Les paysans commencèrent à désertir en masse les kolkhoz, renonçant à exécuter leurs plans d'ensemencement. Les graines destinées aux semailles furent employées comme nourriture. Effrayés par le spectre de la famine qui les menace, les paysans se sont rués vers les villes à la recherche du travail et de leur part de ration.

Deux russes gardes-frontière passés en Perse racontent des choses terrifiantes. D'après ces russes, les soldats rouges tirent sur les paysans qui essaient de franchir la frontière, par crainte seulement des punitions

qui les attendent de la part des tchékistes, mais bien souvent ils ferment les yeux sur des cas individuels. Pour obliger les soldats rouges à faire leur devoir, les tchékistes organisent des attaques provocatrices contre les gardes-frontière, qu'ils dressent ainsi contre les paysans. Ces émigrés affirment encore que parmi les soldats rouges s'organise une agitation des plus réactionnaires dans le but d'allumer en eux une haine nationale contre les paysans locaux que l'on représente comme préparant un mouvement contre les éléments russes au Caucase et contre les soldats rouges en particulier.

LES ARMEMENTS DE L'U. R. S. S.

Budget :

Le pouvoir moscovite et la III^e Internationale font tous leurs efforts pour créer une force armée des plus puissantes afin de pouvoir commencer la lutte contre la civilisation pour le triomphe du communisme. Dans ce but le travail se fait dans deux directions : c'est d'abord un travail de préparation de conditions révolutionnaires avec les possibilités d'une révolution dans le monde capitaliste et la préparation de forces armées en U.R.S.S. C'est de cette préparation que nous allons parler.

Pour arriver à ses fins, le pouvoir moscovite ne s'arrête devant aucune dépense. D'après le plan quinquennal, le budget de l'U.R.S.S. pour l'année 1931-1932 a été fixé à 20.071 millions de roubles. Sur ce chiffre, 2.111 millions ont été assignés à la défense. Dans ce chiffre ne sont pas comprises les dépenses pour l'entretien des sections du Guépéou et des formations territoriales. Ne sont pas compris également les 150 millions de roubles en marge du budget pour le renforcement de l'aviation. Dans l'ensemble, les sommes assignées à la défense au cours de cette année atteignent trois milliards de roubles ce qui constitue près de 15 % du budget total. Mais si l'on prend en considération que les chiffres du budget global ne seront point, comme d'habitude, utilisés, dans les proportions pour le moins de 20 % et que les dépenses pour l'armement dépassent toujours les chiffres prévus, l'on pourra remarquer qu'en réalité l'U.R.S.S. dépense en armements, non pas 14 ou 15 % de l'ensemble, mais bien de 18 à 19 % du budget. Une telle proportion dépasse les dépenses militaires de n'importe quel pays, ce qui n'est pas en la faveur du pacifisme de l'U.R.S.S.

Il va sans dire qu'on ne saurait évaluer les dépenses destinées aux organisations ayant un caractère essentiellement militaire, comme « l'Association des Jeunesses Communistes », « l'Association pan-unioniste des communications aériennes », « l'Ossoaviachim », « l'Avtodor », etc. L'entretien de ces innombrables organisations s'élève sinon à des centaines de millions de roubles, tout au moins à des *dizaines de millions*.

Les forces de l'armée rouge.

Faisant une estimation de leurs forces, les chefs de la révolution communiste mondiale déclarent : « Notre force, c'est l'armée rouge, l'armée des ouvriers révolutionnaires du monde entier ; nos forces organi-

sées, ce sont les onze millions de membres des unions professionnelles, les neuf millions de l'« Ossoaviachim » et de l'Association internationale de secours à la révolution, les trois millions de membres de l'Association des Jeunesses Communistes, les quatre millions de pionniers et les deux millions de membres de notre parti communiste ». Tel est le dénombrement des forces rouges et, bien que dans leur ensemble, ces forces rouges de Moscou, importantes par le nombre et fortement constituées grâce à leur organisation, l'armée rouge ne soit pas la seule sur laquelle on peut s'appuyer, elle n'en est pas moins une force évidente, une force de choc. La valeur de l'armée rouge est moins réelle dans le nombre et la technique que dans le fait qu'elle dessert les millions d'organisations qui en temps de paix, dans tous les pays du monde, possèdent leurs avant-gardes, en voie de préparer son succès.

L'Armée rouge.

Si l'on s'en rapporte aux sources soviétiques, les forces de l'armée rouge atteindraient 562.000 hommes. A ce chiffre, il convient d'ajouter 70.000 hommes des sections du Guépéou desservant la frontière occidentale de l'U.R.S.S. et qui, en cas de guerre, fusionneraient aussitôt avec l'armée rouge. En ajoutant ce chiffre à celui de l'armée rouge proprement dite, l'on obtient le chiffre global de 632.000 hommes.

Au point de vue des circonscriptions militaires, l'armée rouge se répartit de la façon suivante :

Circonscription de Léninegrad : 7 divisions de tirailleurs et 1 division de cavalerie; Russie Blanche : 9 divisions de tirailleurs et 2 divisions et demie de cavalerie; Ukraine : 17 divisions et demie de tirailleurs et 5 de cavalerie; Caucase du Nord : 2 divisions et demie de cavalerie; circonscription de Moscou : 10 divisions de tirailleurs et 1 division et demie de cavalerie; Volga : 5 divisions de tirailleurs et 1 division de cavalerie; Sibérie : 4 divisions de tirailleurs; Asie Centrale : 3 divisions de tirailleurs et 2 divisions de cavalerie; Caucase : 7 divisions de tirailleurs et 1 division de cavalerie; Extrême-Orient : 3 divisions de tirailleurs et 1 division de cavalerie; en tout : 70 divisions et demie de tirailleurs et 17 divisions et demie de cavalerie. La division de tirailleurs compte 9 bataillons. Le train des équipages possède une organisation semblable à celle de l'artillerie. On envisage la création dans chaque division d'un bataillon de feu afin de renforcer les diverses sections du front. Ces bataillons comptent six compagnies dont quatre de mitrailleurs avec 16 mitrailleuses, une de bombardiers avec 12 obusiers de 58 mm., et une d'artillerie avec 12 canons de 37 mm. Ces bataillons supplémentaires augmentent les effectifs de l'armée rouge de 100.000 hommes. Les bataillons ont des tracteurs à leur disposition. Des bataillons de cet ordre ont été mis à l'épreuve dans l'armée française il y a quelques dix ans et délaissés. Le séjour des hommes dans l'armée est d'environ deux ans. Le nombre des communistes dans l'armée rouge est à ce point renforcé qu'il dépasse de vingt fois celui des communistes en dehors de l'armée en U.R.S.S. L'armée rouge compte dans ses rangs 141.000 membres actifs du parti et 183.000 « jeunes communistes », ce qui fait en tout 324.000 communistes-soldats, soit 58 % de l'ensemble; en U.R.S.S., leur nombre ne dépasse pas 3 %. Dans les rangs de l'armée rouge les éléments communistes sont ainsi répartis : 77,3 % dans le commandement et 22,7 % parmi les soldats.

Les réserves de l'armée rouge.

Les réserves de l'armée rouge sont de deux sortes : dans la première catégorie entrent onze levées d'hommes de 23 à 34 ans; dans la deuxième entrent six levées de 35 à 40 ans. On évalue à 9 millions et demi d'hommes l'ensemble des réserves, mais nous sommes tentés de l'évaluer à 7 ou 8 millions au plus. Les réserves en ce moment comprennent les classes de 1912 à 1929, c'est-à-dire qu'elles embrassent les étapes de la grande guerre et de la guerre civile et nous prenons en considération le tirage de ce temps aussi bien que les levées des réserves jusqu'en 1923, époque où fut créée une nouvelle organisation de l'armée rouge en partie insuffisamment instruite et en grande partie étrangère par sa psychologie. L'on peut considérer, comme suffisamment préparés et répondant à l'esprit de l'armée rouge des réserves les contingents passés dans les cadres de l'armée depuis 1923; or, ces derniers ne sont pas plus de 2,5 millions; à ce chiffre, il convient d'ajouter 2,5 millions de réservistes jusqu'en 1923, que l'on peut utiliser sans crainte de complications. Quoi qu'il en soit, l'état des réserves de l'armée rouge ne saurait être considéré comme insuffisamment favorable.

Le commandement de l'armée rouge prend toutes les mesures propres à élargir les effectifs des réserves. C'est ainsi que les mobilisables n'étant pas soumis à l'appel dans les cadres ni dans les formations territoriales de l'armée rouge, sont tenus de faire trois périodes successives de vingt-quatre jours dans les camps près des divisions. Le contingent de la population soumise à l'appel a été élargi; c'est ainsi que le service militaire obligatoire a été étendu à tout le Caucase, au Turkestan et à toutes les populations non soumises autrefois aux obligations militaires. Actuellement, nul n'est libéré du service militaire pour charges de famille, alors que sous le régime du tsar ces libérés formaient environ les 47 % de tous les appelés. Toutes les personnes instruites sont obligées de faire leur service militaire dans les rangs de l'armée rouge. Si bien que, d'une part croît le contingent des mobilisables et que, d'autre part s'accroît le processus d'instruction des formations territoriales, tout particulièrement la préparation militaire en dehors des cadres de l'armée de tous ceux qui sont mobilisables. La militarisation de la population se réalise avec fermeté et énergie.

Les troupes du Guépéou.

L'armée rouge n'est qu'une partie des forces armées permanentes de l'U.R.S.S. Il existe encore les troupes de la Direction principale politique du Guépéou. Cette autre catégorie de forces armées est soumise à la principale direction politique unifiée du Guépéou. Le temps de service dans les unités du Guépéou est de deux années. La composition permanente, cadres de chefs et d'instructeurs est évalué à 50.000 hommes. Les effectifs du Guépéou atteignent 500.000 hommes. Le recrutement se fait parmi les meilleurs membres du parti et des jeunesses communistes. C'est sur ces forces que s'appuie le pouvoir soviétique; elles servent de rouleau compresseur et ont une destination punitive. En cas de guerre, elles restent sur place, dans le pays.

Soixante-dix mille d'entre ces forces assurent la garde des frontières occidentales de l'U.R.S.S.; en cas de guerre, elles font partie de l'armée rouge. Avec les forces du Guépéou, l'ensemble des forces armées de l'U.R.S.S. atteint 1.100.000 hommes.

L'examen de la composition de l'armée rouge et du Guépéou ne détermine pas les forces armées de l'U.R.S.S. pas plus que sa militarisation. Pour avoir une idée d'ensemble, il convient d'examiner les organisations auxiliaires militaires camouflées.

Organisations militaires camouflées.

Sur l'initiative du pouvoir communiste et du Conseil de guerre révolutionnaire ont été ouvertes à différentes époques ce qu'on appelle des organisations militaires-publiques. Dans ce nombre se trouvent les organisations suivantes : la Société scientifique militaire, la Société de secours volontaire à la défense chimique, la Société des Amis de la flotte aérienne, la Société de l'Aviation civile, la Société des Voies aériennes ukrainiennes, la Société d'aide à la défense, etc. A cette liste il faut encore ajouter l'Association internationale de secours à la révolution et ce qu'on appelle organisations de « pionniers », celle des « Komsomols » en premier lieu. Toutes ces organisations, exception faite des trois dernières, ont été peu à peu réunies en une seule Société d'aide à la défense, à la construction d'aviation et chimique sous le nom de « Ossoaviachim ». Cette organisation est étroitement et entièrement soumise au Conseil militaire révolutionnaire par le canal de la Direction principale des forces de l'Aviation militaire de l'U.R.S.S.

Ces derniers temps, une nouvelle « Société de construction d'automobiles et de chaussées », sous le nom de « Avtodor », a été organisée. Nous nous bornerons à examiner deux organisations principales portant nom de « Komsomol » et d'« Ossoaviachim », en tant que laissant voir plus clairement leur travail d'ordre à la fois militaire et militariste.

Le « Komsomol ».

La militarisation du pays se poursuit en grande partie grâce à l'Association des jeunesses dites « Komsomol ». Au IX^e Congrès, en janvier 1931, le « Komsomol » s'est déclaré organisation militaire, soumise directement au Conseil révolutionnaire de l'Armée rouge. Le « Komsomol » est composé de jeunesses de 14 à 22 ans; en réalité, l'âge du « Komsomol » varie entre 16 et 25 ans. Actuellement, plus de 300.000 membres de l'Association ont plus de 22 ans. Au 1^{er} janvier 1931, l'Association du « Komsomol » comptait 1.070.724 ouvriers des deux sexes, 395.287 journaliers, 1.242.636 paysans et 236.900 autres membres. En tout, 2.885.607 membres. Et ce chiffre ne cesse de s'accroître. Les membres du « Komsomol » sont tenus de faire une période d'instruction militaire et de se spécialiser dans l'une des branches suivantes : section des tanks, de la mécanique, de la radio, de l'aviation, de la marine, de la cavalerie. Leur attention doit se porter sur la production militaire et industrielle, sur les transports, les voies de communication, les ports, sur la création dans les Etats bourgeois et les Armées de semblables Associations de « Komsomols ». Les « Komsomols » à l'étranger sont chargés de s'occuper d'espionnage; ils doivent s'efforcer de détruire l'Etat. Les membres de l'Association internationale de secours à la révolution sont également chargés de cette même besogne. L'organisation auxiliaire aux multiples millions de membres travaille en complet accord avec l'armée rouge, avec les partis communistes et embrasse toutes les branches de l'industrie de guerre et le domaine touchant à la préparation de la guerre.

Il serait difficile de vouloir traiter dans un si petit article le travail si

varié du « Komsomol ». Nous devons également traiter d'une manière aussi incomplète, pour le même motif, de l'organisation qui porte le nom d'« Ossoaviachim ».

L'« Ossoaviachim ».

La Société « Ossoaviachim » comptait au début de 1930 en territoire soviétique, 5.100.000 membres dont 20 % de femmes. Les communistes, membres du parti et du « Komsomol » constituaient les 33 % de l'ensemble, ce qui donnait 1.675.000 membres; aussi devons-nous constater que l'« Ossoaviachim » possède un chiffre assez respectable de communistes.

L'« Ossoaviachim » dispose de 22.070 cercles d'études militaires, 15.500 cercles de tirailleurs, 2.000 cercles chimiques, 570 refuges à gaz, 760 aéro-commandos et 4.030 champs de tir. Le travail effectif de ces organisations englobe 716.000 hommes pour l'instruction militaire et 341.000 hommes pour les exercices de tir. Le nombre d'instructeurs à la tête des cellules inférieures de l'Association est de 330.000; les dirigeants des cours, cercles etc., s'élèvent à 85.000. Ces innombrables organisations d'« Ossoaviachim », de « Komsomol », travaillent à la réalisation du plan quinquennal militaire et contribuent au développement des forces armées de l'U.R.S.S. D'après le plan, on envisage de porter à 30.000 le nombre de cercles de tirs et le nombre de champs de tir à 12.000, et cela, dans l'intention de donner une instruction complète à 1.900.000 tirailleurs. L'« Ossoaviachim » accorde une grande attention à l'aviation. Voici du reste son état actuel : la longueur des lignes aériennes en 1928 était de 11.371 kilomètres; à la fin de 1929 elle était de 18.461 kilomètres. Conformément au plan quinquennal, en 1933, la longueur des lignes doit atteindre 45.000 kilomètres. Ce sont, il est vrai, des lignes d'aviation civile, mais qui, d'entre les citoyens de l'U.R.S.S., pourrait se servir de ces lignes pour son voyage personnel ? Au 1^{er} janvier 1931, le nombre d'aéroplanes en service, d'après les données soviétiques, était de 1.300, répartis en vingt brigades. En 1932, une somme complémentaire de 150 millions de roubles a été accordée à l'aviation. On envisage la construction de 50 aérodromes et de 250 terrains d'atterrissage, la construction de nouveaux appareils dans les proportions de 50 %, et recruter dans les écoles de pilotes 15.000 jeunes gens. L'« Ossoaviachim » est une organisation très vaste et très compliquée. Devant les organisations auxiliaires soviétiques d'ordre militaire pâlissent toutes les sociétés de tir et de boy-scouts ayant un caractère d'entraînement dans les pays capitalistes. Aucune comparaison ne saurait être faite entre ces organisations.

Telles sont dans leurs grandes lignes les forces armées et les organisations militaires de l'U.R.S.S. et l'on peut constater qu'il n'existe aucune tendance à désarmer, pas plus qu'à arrêter les armements. Bien au contraire, tout nous porte à croire qu'un travail incessant de développement, de renforcement des forces armées s'opère en U.R.S.S.

BH ALLAN.



Les mouvements nationaux dans l'ancien empire Russe

Ainsi que nous pouvons l'observer au cours de l'histoire, le sort de ce qu'on appelle les empires faits, de « morceaux » détachés » a été partout le même. Il suffit de rappeler l'Empire Ottoman, l'Autriche-Hongrie, la Russie. En ce qui concerne cette dernière, il convient d'ajouter que son territoire comportait plus que tous autres une plus grande variété de « morceaux » un plus grand assortiment de nationalités que l'Empire Ottoman ou que l'Empire austro-hongrois. Nous venons de signaler l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, nous n'avons pas insisté sur la question du panslavisme, attendu que ce dernier est une mauvaise imitation du pangermanisme, lequel, en fin de compte, a pris l'aspect d'un messianisme mystique et que pour les personnes qui s'intéressent au problème des nationalités, cette tendance ne présente pas d'intérêt particulier.

Le mouvement national dans l'Empire Ottoman ne présente pas davantage d'intérêt particulier, attendu que l'effondrement de cet Empire en un certain nombre de formations nationales s'est produit, non par suite d'un mouvement national basé sur une conscience nationale ainsi que cela s'est produit dans toute une série d'autres Etats, comme en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, etc., mais plutôt par suite de considérations extérieures d'ordre international.

Il en est tout autrement en Russie... « La Russie, a dit Dostoïevski, est un jeu de la nature. » En effet, c'est un immense pays qui couvre les trois quarts de l'Europe et la moitié de l'Asie. La Russie n'a pas eu et ne possède pas encore d'unité tant au point de vue géographique, climatique, ethnique qu'historique; conséquemment, elle ne pouvait avoir d'unité morale. Ce pesant édifice avait été construit artificiellement par la volonté des hommes et non par celle de la nature. En dépit de sa forte centralisation apparente, cet Empire ne formait pas à proprement parler un Etat homogène, c'était plutôt un véritable musée ethnographique dont faisaient partie des nations ayant ou non leur propre histoire. A ce propos, il convient d'expliquer ici ce qu'on entend par nation historique, dont le terme fut pour la première fois appliqué par Otto Bauer. D'après ce dernier, une nation historique est celle qui a déjà possédé une existence d'Etat avant qu'elle n'ait été absorbée par d'autres, et par nations « non-historiques », celles qui se sont créées au cours de l'histoire.

En Russie, au cours du XIX^e siècle, se manifeste un processus de renaissance et de réveil non seulement parmi les nationalités historiques, mais encore parmi les nationalités qui étaient condamnées à disparaître de par la volonté du Gouvernement russe et d'après l'opinion des intellectuels de Russie. Le réveil de ces nationalités est un événement positif, c'est-à-dire que la nature des choses a favorisé ce mouvement. Or, cet événement organique a été négativement accueilli par la société russe. Au lieu d'observer, d'étudier ce mouvement et d'en tirer de justes conclusions, de lui donner une orientation normale en l'utilisant au profit de l'Etatisme russe, les Russes ont fait l'impossible pour l'arrêter. Après s'être emparés de vastes territoires, après s'être annexés de multiples nationalités, les Grands-Russiens n'ont pas été capables de se les assimiler, de les russifier, leur expansion assimilatrice atteignit certaine limite et s'arrêta ensuite. En Orient, cette expansion rencontra de la résistance de la part d'une nationalité historique, les



Tatars. Si la formation de la Russie nationale se réalisa sous Ivan le Terrible, il ne faut pas oublier que les Tatars avaient une existence d'Etat et une vie nationale millénaire. Plus forts que les Russes, les Tatars firent sentir leur influence sur la culture et la psychologie des Russes. Si, par la mer Noire et par le Dniepre, la civilisation byzantine se répandait vers le Nord, la civilisation arabo-persane se répandait vers l'Orient par la mer Caspienne et la Volga et cette civilisation pénétrait dans le monde tatar qui à son tour, après l'avoir façonnée, la transmettait à la principauté de Moscou.

Ainsi le mouvement national dans les nationalités *historiques*, qui, seul, nous intéresse, s'est produit surtout aux frontières, soit parmi les peuples de race non slave : Finlandais, Esthoniens, Lettons, Lithuaniens, à l'Ouest; Géorgiens, Turkestaniens et Azerbaïdjanais au Sud-Est; soit parmi les peuples de souche slave, comme les Polonais, mais qui forment une nation distincte de la Russie par leur longue indépendance politique, leur religion catholique et leur culture occidentale; soit, enfin, parmi les peuples d'origine slave aussi, comme les Ukrainiens et les Blancs-Russes, mais qu'une différence de culture livrait à l'oppression tsariste.

Et le nationalisme officiel, engagé dans l'œuvre de russification, voit se dresser contre lui tous ces peuples. Si la grande masse populaire russe considère avec sa coutumière indifférence un tel mouvement, le Gouvernement et les classes intellectuelles, au contraire, essaient d'en enrayer les effets. Le nationaliste officiel russe se fait agressif. A l'agresseur, il faut répondre par l'agression. Voici la lutte engagée entre les deux partis ennemis. Et d'abord, étudions la situation dans la Pologne des *xix^e* et *xx^e* siècles.

I

Le mouvement national dans les provinces du Nord-Ouest

Après les traités de Vienne, le Tsar Alexandre I^{er} rétablit le royaume de Pologne et octroie aux Polonais une constitution assez semblable à celle du Grand-Duché de Varsovie. Mais cette âme changeante et mystique ne s'attarde pas dans la voie du libéralisme et, sous l'influence de Metternich, le tsar renie ce qu'il a eu l'air d'adorer un instant et revient aux méthodes révolutionnaires.

Poussé par Araktcheiev, il supprime la publicité des séances de la Diète, qu'il ne convoque plus après 1822; il restreint la liberté de la presse, et soumet les Polonais à une surveillance tracassière. Une telle attitude réveille, en même temps que les méfiances polonaises, la vieille haine nationale entre les deux peuples. Une sérieuse effervescence se manifeste, marquée par la fondation de sociétés secrètes : « Les Templiers », « La Société Patriotique », qui conspirent pour le triomphe de leur idéal : le rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites; un Roi national ou une République.

Le résultat, c'est l'insurrection de 1830, la défaite, la répression : séquestres, confiscations de biens, emprisonnements, déportations; suppression de la Diète et de l'Armée, incorporation des recrues polonaises dans l'armée russe; abolition de la Constitution accordée par Alexandre I^{er}. Autre résultat indirect : la fuite à l'étranger de révoltés et de non-révoltés aussi, qui souffrent dans leur patrie et suivent l'exemple des premiers émigrants. C'est ainsi que se forment, à Paris, une Association franco-polonaise et un Comité américano-polonais. Celui-ci invite les Polonais à la révolte. Quelques Asso-

ciations révolutionnaires, dont la plus importante est la « Jeune Pologne », provoquent des tentatives de soulèvement dans le pays, fortes de leurs relations avec les démocrates étrangers et des rapports secrets qu'elles entretiennent avec les cercles répartis sur tout le territoire de la Pologne historique.

A la politique révolutionnaire, les émigrants substituent une politique de propagande. Ils tâchent d'intéresser l'Europe au sort de leur patrie; *ils prouvent que celle-ci a été la barrière protectrice de l'Occident, menacé par les invasions barbares moscovites*; ils rappellent que la Pologne a péri, parce qu'elle a voulu lutter contre le despotisme russe, allié de l'ancien régime occidental, contre lequel s'est dressée, dans un immense élan vers la libération du monde, la pensée humaine trop longtemps asservie. Qu'est-ce à dire, sinon que la question polonaise concerne, autant que la Pologne, l'humanité tout entière ?

Mais l'appel le plus pathétique est celui que lance Mickiewicz, le représentant de cette mystique doctrine qui se répandit, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, sous le nom de « messianisme ». Les ouvrages de Mickiewicz : « De la Nation Polonaise », et « Pèlerinage Polonais », sont une épopée où, dans un style biblique, l'auteur retrace l'histoire de l'humanité, « depuis la création du monde jusqu'au supplice de la Nation polonaise », qui apparaît comme un nouveau crucifix divin. « Lorsque la Nation polonaise a été livrée au supplice, les rois s'écriaient « Nous avons tué et enterré la liberté », mais la Nation polonaise n'est pas morte. Son corps est dans la tombe... et le troisième jour, l'âme rentrera dans le corps. »

Ainsi, plus forte que ce qui veut l'anéantir, malgré la suppression du royaume, la vie nationale continue en Pologne, et le tenace espoir des Polonais se réveille à l'avènement d'Alexandre II. On attend le rétablissement de la Constitution, on rêve même d'une union avec les provinces lithuaniennes.

Mais, après avoir fait quelques concessions assez importantes, Alexandre II dissout la « Société d'Agriculture ». Nouvelle agitation, transformée en véritable soulèvement, lorsque, dans la nuit du 15 janvier 1863, les autorités russes enlèvent de vive force les recrues polonaises. Insurrection désespérée, puisque depuis 1830 il n'y a plus d'armée polonaise, et, d'ailleurs, sauvagement réprimée.

Ce n'est pas tout. Une politique intense de russification est pratiquée. De 1864 à 1868, des mesures de plus en plus sévères sont prises contre les Polonais. On défend aux fermiers de payer leurs fermages, pour ruiner la Noblesse; on confisque beaucoup de terres que l'on donne aux paysans russes; on interdit, dans les provinces de l'Ouest, la vente des terres aux étrangers, afin de prévenir l'immigration allemande et, faisant ainsi baisser la valeur des immeubles, on atteint profondément les propriétaires fonciers.

En 1865, un décret ordonne de donner l'enseignement en russe dans les Ecoles primaires. En 1868, l'usage du polonais est interdit dans les actes officiels, puis dans les lieux publics et même dans les magasins.

Un système d'oppression aussi sévère est appliqué en Lithuanie où l'on veut détruire « le Polonisme du grand Etat qui fut lié à la Pologne par des unions de dynastie, depuis 1387, et par une union politique depuis 1569. »

Il est aisé de comprendre que ces mesures odieuses manquent leur but. Elles exaspèrent le sentiment national, au lieu de l'éteindre; elles

allument la double flamme du patriotisme et de la haine; les âmes polonaises frémissent dans l'attente angoissée d'un événement qui leur apportera le salut avec l'autonomie et l'indépendance, si longtemps rêvées.

Cet état d'esprit est aussi celui des habitants de Finlande et des Pays Baltiques.

II

La Finlande, conquise en 1808 sur la Suède, compte environ trois millions d'habitants, d'origine ouralo-altaïque et de religion luthérienne. Lorsqu'elle faisait partie de la Suède, elle avait bénéficié de la culture suédoise et vécu sous un régime de liberté absolue, prenant part, elle-même, à l'élection des souverains suédois.

Au lendemain de la conquête russe, un mouvement en faveur de l'autonomie se dessine en Finlande. « Nous ne sommes plus Suédois, nous ne voulons pas être Russes, nous voulons être Finlandais ». Telle est l'énergique affirmation d'un idéal qui paraît triompher d'ailleurs. En effet, dès 1809, la Finlande peut faire reconnaître son autonomie; elle jouit alors d'un régime parlementaire reconnu successivement par les souverains russes, et reste légalement en dehors de l'Empire. En Finlande, le Tsar n'est que le Grand-Duc. Le pays a sa banque et sa monnaie nationales et ne doit à la Russie aucun service militaire.

Fait d'une capitale importance, la Finlande conserve, avec son autonomie, sa langue. A l'Université d'Helsingfors, l'enseignement est donné en suédois et en finnois. Le grand poète Röhneberg, écrit ses œuvres en suédois, et, en 1849, paraît « Le Grand Galavala », sorte de « Défense et Illustration » de la langue finlandaise, dont les bases et les caractères sont définis et fixés. Ainsi la Finlande affiche ses tendances particularistes qui doivent déplaire forcément aux nationalistes russes; de culture occidentale, elle trouve son centre d'attraction, non en Russie, mais en Suède.

Aussi, de 1899 à 1904, l'autonomie finlandaise se voit-elle menacée par une série de mesures oppressives, qui portent atteinte à la Constitution, entre autres, la loi militaire. Les Finlandais opposent une fin de non recevoir aux ukazes qu'ils considèrent illégaux. Leur attitude est celle de la résistance passive, mais ardente.

Quant aux provinces baltiques (Esthonie, Lithuanie, Lettonie), elles ont à souffrir, plus encore que la Finlande, de l'impérialisme et de la russification à outrance, car ici, le Gouvernement lutte contre un autre péril, celui de la germanisation. En effet, dans ces provinces, la masse de la population est finnoise au Nord, lettonne au Sud, et une minorité de colons allemands veut germaniser Finnois et Lettons.

L'oppression s'organise, dirigée surtout contre la langue et la religion. Entre 1885 et 1887, le russe remplace l'allemand et les idiomes locaux dans les actes officiels; l'Université de Dorpat, centre intellectuel des trois provinces, se voit imposer la langue russe.

A son tour, le luthéranisme se voit attaqué; aucun temple ne peut être construit sans une autorisation spéciale et l'on procède à la conversion forcée des paysans à l'orthodoxie.

(à suivre)

D^r MIR.



STALINE et C^{IE}

M. Coudenhove-Kalergi, Président de « l'Union pan-européenne » dont le siège est à Vienne, vient d'éditer un livre fort intéressant qui porte le titre : « Staline et Cie ». Dans une série de livres qu'il a écrits au cours de ces dernières années, M. Coudenhove-Kalergi examine principalement la situation de l'Europe qui, divisée entre vingt-huit Etats ayant chacun ses barrières douanières, est atteinte d'anémie économique et marche à pas accélérés vers sa perte certaine si elle ne s'organise pas en une union pan-européenne en abolissant les douanes à l'intérieur. Apôtre de ce qu'on appelle « Pan-europa », son dernier livre, que nous venons de mentionner, est entièrement consacré au problème russe, au danger que présente l'existence du régime soviétique pour la civilisation en général et pour l'Europe en particulier. Nos lecteurs nous sauront gré si nous leur offrons ici-même les passages les plus caractéristiques.

Pour M. Coudenhove-Kalergi, le bolchevisme représente aujourd'hui le système de puissance le plus vaste et le plus homogène de la planète. « Il est à la fois Eglise, Etat et trust. Sur le plan de la puissance spirituelle, il n'a d'égal que l'Eglise Romaine. Seuls les Etats-Unis d'Amérique l'emportent sur lui sur le plan politique. Economiquement, la banque Morgan elle-même n'a pas, et de loin, la prise qu'il s'est arrogée sur le monde. »

La III^e Internationale est, d'entre les communautés religieuses, la plus jeune et la plus active. Elle forme une Eglise universelle, ayant d'innombrables disciples, de multiples prosélytes; elle étend son activité sur tous les continents. Prosélytes et disciples sont prêts à faire le sacrifice de leur sang pour l'évangile de Lénine.

L'Union des Soviets est aujourd'hui, depuis que l'Empire Britannique a évolué vers une union personnelle, le plus grand empire mondial. Il embrasse plus de deux fois le territoire des Etats-Unis ou de la Chine, plus de quatre fois celui de l'Europe. L'économie soviétique est l'organisme le plus puissant de la planète. Elle a au moins la totalité du sol, la totalité des matières, l'appareil de production et l'effectif de population d'un sixième de la terre. Elle dispose des mines, des usines, des routes et des chemins de fer, des magasins et des banques, des forêts et de toutes les sources d'énergie naturelle.

Cette puissance trinitaire obéit à une volonté unique. Cette volonté est incarnée par le chef du parti communiste russe : par Joseph Staline.

Staline est, en titre, secrétaire général du parti; en fait, c'est le pape de l'Eglise communiste, empereur de Russie, directeur général du trust soviétique. Cette triple domination sur les cœurs, les bras et les poches de cent cinquante millions d'hommes le rend plus puissant que le pape, que Hoover et que Morgan. C'est le plus puissant de la terre.

Le communisme est une religion qui a pris la forme d'un parti. La III^e Internationale est une Eglise universelle. Elle a son pape, ses cardinaux, ses pères de l'Eglise, ses théologiens, ses conciles et son inquisition, son index, ses cérémonies et ses dogmes, ses missionnaires et ses martyrs, son culte, ses symboles et son organisation... Cette nouvelle Eglise prend, même à l'extérieur des frontières soviétiques, figure de puissance spirituelle au premier chef. Elle a des protagonistes de l'envergure d'Henri Barbusse. Un Romain Rolland et un Bernard Shaw plient le genou devant elle. Il n'est pas jusqu'aux capitalistes occidentaux qui ne voient dans la religion léninienne

la lumière de l'avenir, une lumière comparable à celle du seul christianisme primitif. Le rayonnement moral qui en émane parvient à éblouir les esprits les plus clairs du monde occidental; il arrive même à les faire douter de leur civilisation et à attendre du communisme la rédemption de l'humanité. Ainsi, la III^e Internationale est l'alliée la plus puissante de l'expansion soviétique.

L'Etat bolchevik est un organe de l'Eglise communiste. Il y prend la place qu'occupe aujourd'hui, dans la catholicité, la cité vaticane, dans l'Eglise wahabite l'Etat arabe, ou jadis, dans le système spirituel auquel elle répondait, Rome, La Mecque ou Lhassa. Le phénomène est ici inverse de celui qui préside aux rapports de l'Eglise et de l'Etat protestants ou anglicans. Là-bas, l'Eglise est soumise à l'Etat. Ici, l'Etat est soumis à l'Eglise. Il est l'organe exécutif, le glaive temporel.

Comme l'Etat est ici partie de l'Eglise, l'Economie est partie de l'Etat. L'économie soviétique est un organe immédiat de l'Etat soviétique... L'Etat est seul entrepreneur, seul nourricier; il possède à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur, une position sans égale. Le travailleur, dans cet Etat, est livré pieds et poings liés à l'entrepreneur : celui qui le nourrit est son dictateur. Ce dictateur peut lui imposer non seulement son taux de salaire, mais encore lui dicter sa façon de vivre, de se nourrir, de s'habiller. La grève ici est considérée comme un acte de sabotage, le travail est un service obligatoire. Cette dépendance de l'ouvrier à l'employeur est plus grande que celle, jadis, du serf par rapport au seigneur. Elle ne se compare qu'à celle de l'esclave. Et comme l'Etat est le seul employeur de grand style en présence d'un monde impressionnant d'employés, la force de l'Etat s'en trouve décuplée. Le seul moyen de défense contre l'Etat, la propriété privée, n'existe plus ici.

L'individu est, économiquement parlant, privé de toute indépendance. Il est soumis pour toute son existence à la tutelle et à la dictature de l'Etat et de ses agents.

A cet accroissement de puissance à l'intérieur répond un accroissement de force à l'extérieur. Le monopole du commerce extérieur donne à l'Union des Soviets, dans toutes les négociations politiques avec les autres pays, un avantage indéniable. L'Union des Soviets possède entre ses mains une arme, une prise sur le réel, dont sont privés tous ses partenaires. D'autres Etats ne peuvent offrir que des traités de commerce. Elle offre des commandes, des livraisons. Elle peut, sans plus de phrases, exclure de ses frontières toute l'industrie d'un Etat, et boycotter d'un trait de plume des empires. Elle peut offrir ou refuser des affaires qui se chiffrent par millions.

* *

Nombre d'Européens attendent, depuis une dizaine d'années, la grande contre-révolution russe. Ils attendent le Napoléon rouge. Ils n'ont pas vu que cette contre-révolution s'est déjà opérée, que son nom est le stalinisme. Le Napoléon rouge est Staline. Quiconque se cramponnera ici à des formules et à des signes extérieurs, peut être regardé comme un aveugle. Les processus ne s'opèrent pas par sauts brusques et dramatiques, comme pendant la révolution française, mais de façon épique, pas à pas... Staline n'est donc pas le Robespierre : il est le Bonaparte de la Russie. Il est l'organisateur d'un Etat nouveau, fondé sur l'idée d'ordre. Il est l'*initiateur d'un impérialisme nouveau*, le magnat d'un capitalisme d'Etat, le chef d'Etat-major du plan quinquennal.

Le stalinisme est un bolchevisme post-révolutionnaire. Le prix de cette restauration de la Russie a été l'abandon du communisme et l'organisation tenace d'un capitalisme d'Etat.

Le stalinisme n'est pas un cas isolé dans l'histoire. On a déjà vu se joindre ainsi, indiscernables, la révolution et la réaction. Cromwell était révolutionnaire par rapport au Roi, mais réactionnaire vis-à-vis du Parlement. L'histoire devra un jour décider s'il faut compter Mussolini parmi les grands révolutionnaires ou le classer parmi les grands contre-révolutionnaires de notre temps... Ainsi il faudra encore du temps pour que le monde se rende compte que la grande révolution communiste est morte avec Lénine, et qu'à sa place s'est installée une formule d'Etat nouveau, beaucoup plus réactionnaire que toutes les formules d'Etat du monde contemporain...

La première offensive des Soviets contre l'Europe, il y a douze ans, a échoué. C'était la propagande idéologique, telle que l'a conçue Lénine. La nouvelle offensive de Staline, le plan quinquennal, est une propagande par des actes. Il s'agit de persuader les masses européennes, non plus en recourant à des programmes et à des principes, mais au moyen de chiffres et de réalisations.

Si le plan quinquennal se réalise, l'Union des Soviets dominera les marchés mondiaux. Seule elle est en mesure de dicter les prix, étant la seule à pouvoir fixer le taux des salaires et de les réduire à un minimum selon les exigences de sa politique commerciale. Ainsi elle peut, aux dépens de sa propre classe ouvrière, paralyser par le dumping l'exportation américaine et européenne...

Dès aujourd'hui, toute tentative, de la part de l'Europe, de modifier le régime soviétique par une intervention militaire pourrait être regardée comme un suicide. Et pourtant, la propagande soviétique entretient à ce sujet une inquiétude factice pour y trouver l'essence et la justification de ses préparatifs militaires.

Elle joue en même temps la comédie de la paix universelle, dont elle se fait le champion sur le terrain international, contre le capitalisme, l'impérialisme et le militarisme.

Pour mettre fin à l'anarchie entre Etats, on a institué, dans le cadre de la Société des Nations, une « Commission d'études pour l'Union européenne ». Cette tentative s'est soldée par un échec. Elle s'est heurtée à un malentendu, à certain pédantisme. La Russie, ayant jadis appartenu à l'Europe, a été invitée à entrer dans l'organisme nouveau, lequel avait charge d'organiser l'Europe fédérative en face précisément du péril soviétique. Les Soviets ont accepté. Ils sont montés en hôtes de marque sur la tribune de propagande genevoise que l'Europe, naïvement, leur ouvrait...

Le capitalisme méconnaît le danger; s'il en était autrement, il n'engraisserait pas ses bourreaux et ses fossoyeurs de crédits, de commandes et de livraisons de matériel.

Le socialisme est aussi myope, puisque plusieurs de ses chefs rêvent encore d'une fusion entre la seconde et la III^e Internationale, et d'un front commun contre le Capital. Or, ces chefs socialistes seraient les premières victimes d'une offensive communiste.

Le fascisme lui-même ne mesure pas l'étendue du danger, car on le voit jouer avec l'idée insensée de s'unir à l'ennemi communiste contre les démocraties européennes.

Des gestes de paix peuvent réconcilier des adversaires réconciliables.

Entre des adversaires irréconciliables, ils ne font que rendre plus certain le conflit. Une puissance déterminée appelée à en engloutir une autre, ne peut être retenue que par la crainte, non par la faiblesse de l'adversaire. C'est pourquoi toute faiblesse européenne n'est, pour les Soviets, qu'un encouragement à l'offensive. Tout symptôme de force européenne, en revanche, sera, pour Moscou, un avertissement.

Si l'Europe était désarmée, l'armée rouge aurait tôt fait d'envahir l'Europe. Les pacifistes feront bien d'y réfléchir. Cela les empêchera d'oublier que leur propagande de paix n'a aucun moyen pratique de s'étendre au territoire des Soviets.

Pour faire la guerre, il faut deux armées. Pour envahir, il n'en faut qu'une. L'Europe voudrait-elle fanatiquement la paix, toutes ses bonnes raisons ne la protégeront pas contre l'invasion : elles hâteront, au contraire, la croisade.

La Chine en est un exemple ; elle voulait la paix, cela ne l'a pas empêchée d'être envahie par les hordes mongoles et mandchoues et d'être conquise par eux. L'Europe subira le même sort, si elle n'est pas prête à défendre sa liberté et si elle n'en a pas les moyens.

La guerre russo-européenne ne peut être empêchée que d'une façon : par une politique résolument pacifique et par l'établissement d'une supériorité militaire effective.

Tant que la religion d'Etat moscovite visera à l'anéantissement de la civilisation occidentale, l'Europe devra rester armée. Le désarmement européen ne viendra à son heure que lorsque la Russie, de son côté, désarmera. En attendant, l'Occident doit se préparer à défendre sa frontière orientale...

Il faut que la conscience européenne s'éveille. Elle ne s'éveillera que si l'Europe reconnaît l'étendue du danger bolchevik. Les nations ne seront réconciliées que par la menace d'un formidable adversaire. L'économie européenne ne sera amenée à l'union que par la puissance démesurée du trust soviétique. Staline avertit l'Europe de s'unir. Staline donne à l'Europe un exemple décisif d'énergie. Il met l'Europe en demeure de capituler ou de résister. De la réponse dépend l'avenir du monde. Le sort du monde en sera le résultat.

Liberté ou despotisme,
Dignité humaine ou esclavage.

Au Turkestan

« Prisonniers de l'idéologie bourgeoise »

Les journaux soviétiques du Turkestan des mois de janvier et de février ne cessent de parler de « déviation de la ligne du parti ». Il ne nous a jamais été donné de voir comme en ce moment une si grande quantité de révélations. Avertissements et menaces à l'adresse des « Ouklonistes », autrement dit des « déviateurs » sont mêlés à une inquiétude mal dissimulée sur le sort de la littérature prolétarienne au Turkestan. Les bolcheviks eux-mêmes reconnaissent que le nombre de ceux qui deviennent « prisonniers de l'idéologie bourgeoise » croît à mesure que s'élargit le plan quinquennal. Si, au début du plan quinquennal, les anciens révolutionnaires-nationaux Ismail Sadvakassov et Soultanbek Kodjanov, passés au

bolchevisme et occupant par la suite des postes très en vue dans le gouvernement soviétique du Turkestan, se sont dressés contre la « ligne générale du parti », de nos jours, à la fin du plan quinquennal, désertent ceux qui ont grandi sous la dictature du prolétariat.

Les uns après les autres partent ceux qui ont été élevés dans le monde révolutionnaire léniniste, qui ont terminé leurs études sous le régime de Staline dans les républiques dites nationales par la forme et prolétariennes par leur constitution. La série de ces jeunes léninistes qui n'avaient de communiste que le nom et qui en réalité étaient nationalistes, a commencé par les idéologues connus du « Stalinisme » au Turkestan, comme Ramsan Rams et Batou, ces agents lettrés des bolcheviks et écrivains. Après ces deux vient, en tant que déserteur de la ligne générale du parti, le recteur de l'Université communiste du nom de Lénine, à Tachkent, M. Khansouvarov. Les bolcheviks moscovites ont été sérieusement alarmés. Si le virus a été découvert dans le laboratoire du pur léninisme, c'est que le danger est grave. Et, de fait, il a été constaté que les prisonniers de l'idéologie bourgeoise ont été les Turkestaniens du parti considérés jusqu'à présent comme les plus sûrs d'entre les sûrs. N'est-ce point alarmant que d'être obligé d'adresser un blâme au Président inamovible même du Conseil des commissaires de la république d'Ouzbékistan et à l'un des Présidents du Comité central exécutif de l'U.R.S.S., M. Fayzoulla Hodjaev.

De pareilles « gaffes » ont été déjà commises par M. Fayzoulla Hodjaev, mais jusqu'à présent les bolcheviks ne le touchaient point, se contentant de lui rappeler publiquement ses erreurs. L'on sait que Fayzoulla Hodjaev est le seul d'entre les « Jeunes-Turkestaniens » qui soit resté dans les rangs du parti communiste et son éloignement du parti signifierait la rupture complète du lien artificiel qui existe entre le bolchevisme russe et l'ancien mouvement national-révolutionnaire turkestanien que doit incarner ce Fayzoulla Hodjaev.

Il en est tout autrement pour les autres, pour ceux qui sont en faute et qui sortent des rangs de la nouvelle génération révolutionnaire. Quatre professeurs de l'Université communiste de Tachkent, MM. Younoussov, Minoubaev, Bektemirov et Abyzov, qui ont commencé et puis fini leurs études dans les écoles soviétiques et qui, les premiers d'entre les Turkestaniens, ont obtenu le diplôme de professeur dans les écoles supérieures du parti, se sont trouvés aussi être les prisonniers de l'idéologie bourgeoise. Dans les ouvrages scientifiques qu'ils ont édités, ils auraient commis de si graves erreurs qu'ils se trouveraient sur un même pied que les contre-révolutionnaires de la pire espèce. Ils prétendent que les colonies européennes, telles que l'Inde, peuvent, en développant leur industrie, devenir des facteurs économiques individuels susceptibles de faire concurrence aux métropoles. En d'autres mots, les jeunes professeurs rouges turkestaniens s'en tiennent à la théorie dite de « décolonisation » inacceptable pour les bolcheviks moscovites qui estiment que le système économique des Etats européens dans leurs colonies mène à l'appauvrissement et à la ruine. La deuxième erreur, tout aussi grave des professeurs rouges turkestaniens, réside en ce que, en se basant sur les données de l'économie soviétique, le *Turkestan n'est autre, en réalité, qu'une colonie soviétique, qu'une colonie de coton.*

Il faut avoir en vue que dans l'esprit de ces professeurs rouges, la conception de ce que l'on entend par « colonie » s'est formée sous l'influence des doctrines de Lénine. Si l'on fait un parallèle entre ces deux « erreurs »,

« décolonisation », d'une part, des colonies européennes, c'est-à-dire des tendances qu'ont les colonies comme l'Inde, l'Indochine, à devenir des facteurs économiques individuels et la transformation de ce qu'on appelle sur le papier, Turkestan indépendant, son antithèse, en colonie soviétique, l'on concevra clairement les proportions du danger sur le front idéologique.

Comment expliquer que des gens n'ayant jamais entendu autre chose que parler de léninisme, que des gens ayant étudié et grandi sous cloche, sous la cloche du stalinisme, dont l'esprit et la conscience ont été empoisonnés par la haine envers l'idéologie bourgeoise, nourris de léninisme, seulement de léninisme, des gens comme Kounoussov, Minoubaev, etc., se soient tout à coup trouvés « prisonniers de l'idéologie bourgeoise » ?

Pourquoi les Younoussov, les Minoubaev, qui sont le produit du plan quinquennal idéologique, se sont trouvés, juste l'année décisive du plan quinquennal économique, dans le camp de ceux qui approuvent la politique « coloniale » anglaise et française et contre la « politique d'affranchissement » du pouvoir soviétique ? Car enfin, aller dire que l'Inde et l'Indochine évoluent vers leur indépendance économique et que le Turkestan soviétique est transformé en colonie de la Russie, équivaut à un coup de couteau porté en plein cœur du léninisme. L'influence du « trotskisme » et de la « clique à Tchokaev » ainsi que s'efforcent bêtement et maladroitement de l'expliquer les bolcheviks moscovites, sur les livres des Younoussov et des Minoubaev, n'expliquent rien en vérité. Les Minoubaev et les Younoussov se basent sur des faits clairement explicites. En se basant sur des sources soviétiques, il arrivent à déduire que dans le temps même où l'Inde dans son entier se libère peu à peu économiquement de l'hégémonie anglaise, le Turkestan soviétique est devenu une véritable colonie. C'est ce que les bolcheviks appellent être « prisonniers de l'idéologie bourgeoise ». En réalité c'est « l'affranchissement des Younoussov et des Minoubaev de la captivité du léninisme ».

M. TCHOKAÏ OGHLY.

En Azerbaïdjan

Dans le dernier numéro de notre Journal, nous avons parlé du rapport de l'un des secrétaires du parti communiste d'Azerbaïdjan, Aga Soulianov. Ce dernier donnait des détails sur le mouvement d'opposition dans le parti et sa ressemblance avec le parti nationaliste « Moussavat » avec lequel il était en contact.

L'on n'a pas oublié que le XX^e Congrès du parti communiste d'Azerbaïdjan s'est tenu récemment à Bakou et que son principal secrétaire, le camarade Polonski, dictateur de la ville de Bakou, lut un rapport dans lequel il souligna avec force détails l'histoire du développement de l'opposition au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan. Le *Bakinski Rabotchi* (16-1-32) reproduit le texte complet du discours de Polonski. Il en sera donné un aperçu :

« Il y a un an de cela, le 3 août 1930, le Comité central du parti communiste russe décida de relever de ses fonctions le secrétaire responsable du parti communiste d'Azerbaïdjan, Tchikalo. La résolution est ainsi libellée : « Constatation a été faite qu'au sein des organisations communistes les anciens groupements qui, du fait d'une lutte entre eux menaçaient l'existence même du parti, ont relevé la tête. Des intrigues continuelles entre communistes azerbaïdjanais des plus en vue, des insinuations, de lâches attaques, une agitation qui dresse les membres du parti les uns contre les autres, voire des dénonciations même, telle est la situation du parti. Un état d'esprit de ce genre est intolérable, il est

nuisible aux organisations existantes, aux initiations économiques, à l'activité des coopératives; il porte en un mot la démoralisation partout... »

Le Comité central du parti communiste russe tient à faire savoir, qu'en envoyant Youssouf Kassimov à Bakou, il prend de lui l'assurance qu'il renoncera à toute velléité d'opposition, qu'il n'entrera pas dans le camp de l'opposition, puis il ajoute que le Comité central a décidé de mettre fin à l'existence des fractions et à la lutte qui se livre au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan.

Le Comité central de Moscou exprime le vif désir de voir se reconstituer le Comité exécutif d'Azerbaïdjan, de le voir abandonner ces basses intrigues pour s'occuper de renforcer le parti communiste parmi les éléments turks d'Azerbaïdjan et il fit appel à la solidarité entre turks...

Après la révocation de Tchikalo, l'opposition se manifeste avec les camarades Lominadze, Roukhoulla, Akounkov, Youssouff, Kassimov, etc. La lutte prend un caractère assez aigu. Ce groupe veut saisir les organisations de Bakou, les soumettre à Lominadze qui se trouvait à la tête des organisations communistes de Transcaucasie et par cela même, montrer le poing à Moscou.

Nul n'ignore que Bakou, en tant que centre industriel, occupe une situation toute spéciale, attendu que toutes les fortes organisations communistes y ont leur siège. Si Lominadze arrivait à mettre la main sur les dernières organisations, ses partisans et lui parleraient avec Moscou un tout autre langage. Mais Lominadze et Cie fortement houspillés subirent un échec. Les partisans furent révoqués de leurs postes et nombreux furent ceux qui furent exilés.

Les organisations communistes de Bakou se mirent dès lors à réaliser les principes du socialisme. Mais hélas, la tranquillité régna peu de temps et le parti communiste tomba de nouveau malade de la maladie d'opposition. Mécontents du plan de la campagne du coton et du système de collectivisation du Gouvernement soviétique, les camarades se lancèrent dans l'arène pour saboter et faire échouer les projets du Gouvernement. Leur ligne de conduite fut toute différente. Ils n'engagèrent point la lutte ouvertement contre la politique officielle du parti. Ils menèrent la lutte contre la personnalité des communistes responsables, essayant par cela même de discréditer les camarades... aux yeux des masses communistes. Ils se dressèrent, en général, contre les communistes qui voulaient réaliser jalousement les principes du communisme. C'est ainsi qu'ils se mirent en travers de la ligne générale tracée par le Comité central du parti communiste russe. Nous savons qu'ils ont voulu détruire la discipline et l'unité des milieux ouvriers et paysans du parti.

Le Comité exécutif siégeant à Moscou le 31 décembre 1931 déclara les saboteurs hors la loi et les expulsa du parti. Il serait intéressant de savoir quels sont les chefs de ces opposants qui font tant de mal au régime. Chacun sait qu'il a existé des groupements portant les noms de Youssouf, Kassimov, Asriev, Miechkov, etc. Les chefs de ces groupements étaient des hommes qui, en 1929, occupaient les postes de dirigeants responsables de la politique communiste à Bakou et dans les provinces de l'Azerbaïdjan.

Avec qui donc collaboraient ces groupes ? Ils travaillaient avec les partisans de Timour-Aliev. Nous savons cependant que le groupe Timour-Aliev n'avait rien de commun au point de vue idéologique ou dans les questions de tactique avec les groupes ci-dessus, car enfin les groupes Miechkov et Asriev étaient des « communistes » *à l'esprit imprégné de chauvinisme grand-russien*, alors que les partisans du groupe Timour-Aliev étaient des « communistes » *à l'esprit imprégné de chauvinisme turk*, lesquels étaient en contact avec les nationalistes azerbaïdjanais qui inspiraient le mouvement séparatiste en Azerbaïdjan.

La décision du Comité central prise à Moscou le 31 décembre 1931 souligne avec tristesse l'absence d'unité, de solidarité au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan et *l'existence d'un antagonisme entre communistes russes et turks*; elle propose de « faire de grands efforts pour faire régner l'idéologie et une amélioration des mœurs au sein du parti... »

Nous avons reproduit intégralement la déclaration du « camarade » Polinski.

La déclaration du dictateur nous montre clairement l'influence, la force et l'état moral du parti communiste en Azerbaïdjan.

Nous n'avons rien à ajouter à cette déclaration, mais nous ferons remarquer que c'est la quatrième ou la cinquième manifestation de l'esprit d'opposition de l'influent communiste d'Azerbaïdjan, lequel évidemment jouit d'un grand respect. Cet homme, Yousouf Kassimov, jouit aussi d'une grande popularité. Nous sommes persuadés que les décisions amorphes de Moscou n'arrêteront point le mouvement d'opposition au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan. Nous ne parlons pas ici, tout naturellement, du mouvement nationaliste, pas plus que des nationalistes en Azerbaïdjan, cela est une tout autre affaire. Mais nous disons que le chassé-croisé politique au sein du communisme a existé et continuera d'exister.

A. KAPLAN.

PARMI LES COSAQUES

Un dimanche après l'autre, les 28 février et 6 mars, les Cosaques ont organisé des réunions pour discuter la question du *mouvement séparatiste cosaque*. M. V.-A. Kharlamov, ancien membre des quatre Doumas successives et ancien président du kroug militaire du Don, venu tout spécialement de Prague, fit un exposé de la question. Le choix du thème et la personnalité du rapporteur qui, des années durant, avait représenté le plus grand territoire cosaque de Russie, ne manquèrent point d'attirer un public nombreux. La plus grande partie des assistants était composée de Cosaques, anciens vétérans de la grande guerre et de la guerre civile, officiers et simples cosaques. Tous ont pu trouver en France, et plus particulièrement à Paris, l'hospitalité la plus large, soit dans les usines et les fabriques comme ouvriers, soit comme chauffeurs, etc. Tout en s'adonnant à leurs rudes travaux, ces gens vivent d'espoir, rêvant toujours de revenir un jour au pays natal. Mais ont-ils eu une patrie, ces cosaques ou, pour mieux dire, est-ce que la Russie a été pour eux une patrie telle que la conçoit l'habitant de l'Europe occidentale, une patrie où chaque citoyen a la possibilité non seulement de profiter du fruit de son travail, mais ce qui est plus grave, de prendre une part active à la vie politique de son pays, aux destinées de l'Etat ? Pour les Cosaques, la Russie n'a pas été cette patrie. Il est vrai que les Russes, eux-mêmes, ne jouissaient point de l'égalité des droits dans leur pays, mais tout de même ils avaient une priorité sur les autres peuples, sur les Cosaques en particulier. Il suffit de remarquer que les Cosaques étaient tenus d'être soldats toute leur vie, d'avoir leur propre équipement, leur propre cheval; ils durent subir une compression territoriale et céder, un lopin après l'autre, leur terre aux émigrants de Russie. C'était en quelque sorte une « décosaquisation » des terres cosaques tout en maintenant par devers les Cosaques toutes leurs obligations. Mais cela ne suffisait pas. Le Gouvernement russe privait les Cosaques du droit d'élire leurs atamans, allant jusqu'à nommer des généraux russes pour commander dans les territoires cosaques. Sur ce point, les Cosaques, à quelque nuance politique qu'ils appartiennent, sont d'accord.

Depuis la révolution, les Cosaques semblent être revenus à la source même de leurs droits historiques. Les atamans russes nommés par le Gouvernement central sont éliminés et remplacés par des atamans cosaques

dûment élus. Des krougs ou comités militaires devant lesquels les atamans portent leur responsabilité sont créés. C'est ainsi qu'aussitôt après la révolution de février, conséquemment avant celle d'octobre 1917, les Cosaques se différencient, au point de vue intérieur, des Russes. Mais voilà que les bolcheviks s'emparent du pouvoir : des Etats indépendants cosaques se forment dans le Don et au Kouban. Refus des Cosaques de se battre pour la Russie et lutte entre armées blanches et cosaques en Russie méridionale et contre les bolcheviks pour la défense des territoires cosaques. De l'aveu de Trotski, Commissaire à la Guerre à l'époque et Commandant suprême de l'armée des Soviets, si l'armée blanche de la Russie méridionale n'avait pas écrasé les centres du Don et du Kouban, les bolcheviks n'auraient pu si rapidement « soviétiser » les Etats cosaques...

Bien qu'éloignés de leur pays, les Cosaques dans leur situation d'émigrés, ne cessent de penser à son avenir et, ensemble, ils examinent ce qui a bien pu amener ce pays dans l'état où il se trouve. Le *séparatisme psychologique* qui, de tout temps, a couvé dans l'âme du Cosaque et qui s'est nettement révélé au cours de la première période de la révolution de 1917 amenant la formation d'Etats indépendants cosaques lors de la prise de pouvoir des bolcheviks, reçoit aujourd'hui sa consécration la plus complète. Le mouvement au profit d'une séparation d'avec la Russie croît et se développe de plus en plus parmi les Cosaques.

Dans son rapport, M. Kharlamov s'est donné pour but de détruire l'idéologie des séparatistes et de montrer le manque de base, l'impossibilité, tant au point de vue historique que pratique, de la réalisation des plans des séparatistes.

Il est difficile de dire, en général, ce qui arrivera au lendemain de la chute du pouvoir soviétique. Les événements peuvent soit confirmer nos pronostics, soit dépasser nos espoirs. C'est pourquoi l'incrédulité de M. Kharlamov en ce qui concerne la réalisation pratique du programme des Cosaques séparatistes, prise dans un sens le meilleur, n'est pas plus fondée que la confiance des Cosaques séparatistes dans la réussite de leur programme. En ce qui concerne la question de savoir si les prétentions des Cosaques à l'existence d'un Etat indépendant sont fondées ou non au point de vue historique, les orateurs qui prirent la parole après M. Kharlamov, tels que MM. Karev, Balinov, Boïarinov, etc., montrèrent par toute une série d'arguments, l'erreur commise par le rapporteur. Du reste, en ce qui concerne l'existence indépendante du Don, par exemple, M. Svatikov, dont les sympathies semblent plutôt aller vers l'orientation de M. Kharlamov, la confirme dans ses articles avec preuves et documents historiques à l'appui. La tentative faite par M. Kharlamov tendant à démontrer que le séparatisme parmi les Cosaques est né dans les rangs de l'émigration. Dans une réplique fort habile, M. Balinov Chamba a réfuté la thèse de M. Kharlamov. Il est apparu que lors de l'ouverture du « kroug » législatif du Don aussitôt après la révolution d'octobre, feu Mitrophan Bogaevski, surnommé le « bayan du Don » (le Chanteur du Don) souligna qu'après une interruption de 193 années, le Don a retrouvé son indépendance d'Etat. La venue des délégués du Don, du Kouban et du Térék, leur appel aux grandes puissances et la demande des représentants du Don en ce qui concerne l'entrée de leur pays comme membre de la Société des Nations en tant qu'Etat indépendant et souverain, témoignent de l'origine relativement lointaine de l'idée de séparatisme parmi les Cosaques.

Pour ce qui est des divergences qui se manifestent parmi les Cosaques, nous avons l'entière possibilité de garder notre neutralité, mais nous

pouvons cependant dire que les témoignages de l'histoire, qu'ils soient récents ou anciens, sont à l'avantage des Cosaques séparatistes.

Dans le discours bourré de chiffres que prononça M. Karev, ancien membre de la délégation des Cosaques du Don à Paris, l'orateur a fait un exposé des rapports entre la Russie et le Don. D'après ces chiffres, il appert que sur les 80 millions de roubles-or que le Gouvernement russe recevait du Don, 20 millions seulement étaient assignés aux besoins de ce pays.

Il convient de rappeler que l'armée du Don, comme du reste celle de tous les territoires cosaques, était entretenue sur les propres fonds, que les Cosaques, contrairement aux Russes, ne pouvaient librement aller chercher du travail...

La place étant trop limitée, nous ne pouvons malheureusement nous attarder sur les déclarations faites par MM. Joukov, Trophimov, etc. Mais de l'ensemble des déclarations faites, il ressort que les tendances séparatistes des Cosaques constituent une force avec laquelle il va falloir compter. La tâche entreprise par M. Kharlamov n'a pas eu de succès. Non seulement il n'a pas réussi à détruire l'idéologie séparatiste parmi les Cosaques, mais il a, au contraire, par ses malencontreuses tentatives en vue de défendre le droit russe en général ou d'atténuer l'activité anti-cosaque de l'armée volontaire, M. Kharlamov a jeté de l'huile dans le feu du séparatisme cosaque. La déclaration du professeur Svatikov favorable à la thèse de M. Kharlamov, affirmait néanmoins que pour la séparation d'avec un Etat indépendant, point n'était besoin de constituer une nationalité distincte, d'avoir une langue, une religion différentes, justifiant ainsi, sans le vouloir certainement, la thèse des Cosaques-séparatistes.

Il faut admettre que les Cosaques-séparatistes ont fait preuve d'une solidarité remarquable. Si le nombre assez imposant de Cosaques qui assistaient à la réunion peut donner une idée et refléter l'esprit des masses cosaques de Paris, il faut reconnaître que les séparatistes forment ici une majorité.

Avant de terminer, nous voudrions souligner une particularité qui ne manque point d'intérêt. M. Kharlamov a signalé l'existence de deux groupements séparatistes et il a exprimé l'espoir, sous une forme voilée, de voir surgir entre eux certaines divergences. Ces deux groupements sont ceux des « Cosaques libres » et de la « Ligue de la renaissance des Cosaques ». Ces deux groupements se sont montrés nettement solidaires contre les principes exposés par M. Kharlamov. La différence qui existe entre ces deux groupements semble pouvoir être ainsi définie : les « Cosaques libres » seraient des « séparatistes maximalistes » qui envisageraient l'union de tous les territoires cosaques, y compris ceux qui n'eurent pas le temps de se déclarer autonomes au début de la révolution, comme par exemple ceux d'Orenbourg et d'Oural; la « Ligue de la renaissance des Cosaques », autrement dit les « séparatistes-minimalistes », limiteraient leurs aspirations à la reconstitution des deux Etats qui ont déjà existé, Don et Kouban. Mais l'une et l'autre de ces tendances forment un front unique sur la voie très nette du séparatisme.

M...



Revue de la Presse

L'UKRAINE, LE CAUCASE ET LE TURKESTAN VEULENT LEUR INDEPENDANCE

Sous ce titre, dans *La France Combattante*, M. Charles Tillac consacre au problème russe un émouvant article, dont nous extrayons les passages essentiels que voici :

« Au lendemain des guerres balkaniques, Albert Sorel écrivait que la question de Macédoine réglée, celle de l'Autriche-Hongrie se posait infailliblement. Sarajevo, un an plus tard, confirmait tragiquement la prédiction de l'éminent historien.

De même aujourd'hui, sans vouloir jouer les sibylles, on doit admettre que la question de l'Autriche-Hongrie réglée, celle d'un autre grand empire disparate, celui des soviets, se pose d'une manière irrémédiable.

Les peuples ne consentent plus de nos jours à demeurer enfermés dans leurs anciennes bergeries, surtout quand ils en ont vu sortir leurs compagnons polonais, baltes, finlandais et que, eux-mêmes, ont déjà aspiré l'air libre et ne sont rentrés à l'étable que contraints et forcés, sous les coups de fouet et de knout des bergers tchékistes.

Durant près de quatre années, en effet, l'Ukraine fut administrée par un gouvernement régulier auquel la France et l'Angleterre envoyèrent des représentants officiels. Les Républiques caucasiennes furent reconnues « de facto » comme Etats par les alliés, en 1920. Le Turkestan lui-même connut une courte période d'indépendance en 1918.

Mais, aveuglés par leur patriotisme, Denikine et autres généraux blancs représentèrent à l'Entente ces différents mouvements comme des entreprises sans portée et sans profondeur, stipendiées par les soviets et par l'Allemagne. Ils épuisèrent leurs forces à vouloir faire rentrer dans le rang ces minorités impatientes; au lieu de consacrer toutes leurs forces à la lutte antibolcheviste.

Ils se firent des ennemis de ceux qui auraient pu être leurs alliés, et qui, par la force des choses apportèrent à Moscou un concours indirect, sans lequel les événements de Novorossisk, d'Odessa et de Pérékop eussent suivi un tout autre cours.

Une telle erreur, par quoi des millions d'êtres connurent les horreurs du servage, de l'exil et des pelotons d'exécution, ne peut continuer au bénéfice de la faucille et du marteau.

Allogènes et grands-Russes antibolchevistes doivent taire leurs querelles, marcher épaule contre épaule, contre leur ennemi commun, s'accorder des concessions mutuelles; les uns dans l'ordre politique, les autres dans l'ordre économique, de manière qu'une Russie vraiment régénérée succède à l'ancienne; les moscovites, assurés qu'il vaut mieux former un Etat homogène de 80 millions d'habitants qu'un Empire disparate de 160 millions, en butte à d'incessantes convulsions, tel un volcan secoué par les explosions internes; les allogènes, qu'ils ont intérêt à vivre en paix et à s'unir par des liens commerciaux, douaniers, etc... avec leurs anciens conquérants. „

Un tel accord réalisé, un tel programme accepté par les organisations responsables et le bolchevisme ne sera pas loin de sa chute; car il ne pourra pas jouer de l'éternelle corde du « divide et impera », qui lui a valu tous les triomphes, et demeure le vrai secret de son paradoxal maintien.

Privé du blé et du sucre des terres noires, du charbon et du fer de Donetz, de pétrole de Bakou et du coton du Turkestan, c'est-à-dire de tous les produits des pays allogènes, il sera semblable à un de ces fauves inoffensifs dont on a rogné les griffes et limé les incisives, et que l'on promène de foire en foire. Ses rugissements ne suffiront plus à apeurer le monde; et privée des neuf dixièmes de ses munitions, la machine de guerre économique, du plan quinquennal, sera sans efficacité, bonne pour la ferraille et la vente à l'encan.

Si l'on veut bien y réfléchir, c'est là le seul programme susceptible de résoudre rapidement et sans frais l'énigme moscotaire.

Il ne vise pas à consacrer, à l'émancipation de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan, les sommes considérables que le Komintern consacre chaque année à l'émancipation des Indes, de l'Indochine et de l'Afrique du Nord; mais il exige qu'on apporte à ces pays en détresse le concours de cette magicienne, aujourd'hui toute puissante, et qu'on nomme l'Opinion; qu'on s'intéresse à leur cause, comme on s'est intéressé à celle de

tant de pays opprimés qui, malgré leurs efforts, n'eussent jamais su trouver seuls le chemin de leur liberté. Ainsi, la Bolchevie, privée de la moitié de ses habitants devient « ipso-facto », moitié moins dangereuse; privée de ses richesses, elle se voit réduite à se replier vers le Nord, et, en attendant sa chute, contrainte de poursuivre avec les seuls éléments septentrionaux de ses territoires, ses cruelles expériences de vivisection sociale. »

Plan simple, logique, évident, qu'une diplomatie active, moins férue de concepts idéologiques, ne manquerait pas de mettre à exécution, au lieu de chercher à résoudre la quadrature d'une entente possible avec les ennemis-nés de l'ordre et de la morale la plus élémentaire.

*
**

M. Géó London, dans *Le Journal*, donne un tableau saisissant des événements dramatiques qui se déroulent actuellement sur la rive gauche du Dniester et au cours desquels des milliers de paysans de l'Ukraine ont été fusillés par les gardes rouges, alors que, réduits à la misère, ils tentaient de franchir la frontière russe pour chercher refuge en Roumanie.

« J'ai vu, déclare le célèbre journaliste, sans passion, sans idée préconçue ! C'est objectivement « sans haine et sans crainte », que je veux dire ce que j'ai vu.

Oui, je veux maîtriser mes nerfs, dominer l'angoisse qui m'étreint devant le spectacle qui se déroule ici.

Sans emphase, sans grands mots, car les mots les plus pompeux sont vains devant de telles choses, je dis :

« Il se passe sur le Dniester une tragédie dont le monde entier ignore le pathétique. C'est chaque nuit que des malheureux habitants de l'Ukraine, tenaillés par la faim, par la terreur, s'aventurent sur le Dniester, ce Dniester qui ne sépare pas seulement la Russie de la Roumanie, mais la civilisation de Staline de la civilisation de la vieille Europe. C'est chaque nuit que les gardes-frontière russes tirent sur les fuyards, ou les bombardent de grenades. C'est chaque nuit que des malheureux, qui tentaient de venir vers nous, sont tués. C'est chaque nuit que des mamans surgissent, exténuées sur la rive roumaine, portant dans leur bras le cadavre fragile de leur petit enfant, mortellement atteint d'une balle, que des femmes arrivent défaillantes, ayant laissé sur la glace le corps de leur mari ou que des maris se jettent dans les bras d'une sentinelle roumaine en criant : « Ma femme, ma pauvre femme ! ils l'ont assassinée, elle ! »

Je ne vous dirai pas comme ce vieux pope russe, si savant, que j'ai rencontré au musée de Tighina :

« La Société des Nations ignore-t-elle donc tout cela ! Oui, sans doute, car, si elle le savait, elle ne demeurerait pas impassible. »

Si M. Géó London pouvait pousser plus loin ses investigations, il verrait les mêmes scènes se dérouler sur la frontière Sud du Caucase. Ce sont les Géorgiens, les Azerbaïdjanais, les Circassiens qui, chassés de chez eux par la terreur et la misère, sont impitoyablement mitraillés, les uns sur la frontière turque, les autres sur la frontière persane... Et il ne nous reste qu'à dire comme le pope russe : « Oui, sans doute, la Société des Nations ignore tout cela ».

RÉUNIONS " PROMÉTHÉE "

Un rapport de M. Moustapha Tchokaev

Le 26 mars dernier, M. Moustapha Tchokaev a fait un exposé sur la Révolution de février 1917 au Turkestan. Le rapport, présenté à l'Assemblée dans l'une des salles de la rédaction de la revue *Prométhée*, avait été consacré à un ensemble de souvenirs consignés par l'auteur qui, en tant que président du Conseil National du Turkestan et que membre du

Comité turkestanien du Gouvernement provisoire, avait été l'un des témoins actifs au cours des événements de l'époque. « Les confins de la vieille Russie, dit le conférencier, vivaient séparés l'un de l'autre et dans chacune de ses parties, le Gouvernement impérial appliquait une politique distincte. Mais il serait difficile de trouver en d'autres points de la périphérie russe une politique plus odieuse qu'au Turkestan. »

En quelques mots, le conférencier brossa un tableau de la politique colonisatrice du Gouvernement tsariste au Turkestan, de ce Gouvernement qui, en 1916, amena le soulèvement des habitants du Turkestan contre la Russie. « Cette cruelle politique d'un Etat tout aussi cruel, dit le conférencier, explique pourquoi les Turkestaniens préparés à un moindre degré peut-être que les autres à la révolution l'attendaient avec une impatience plus grande encore que les autres peuples de la périphérie. »

Et la révolution éclata ainsi qu'un coup de foudre. Il apparut dès lors que la démocratie révolutionnaire du Turkestan était digne de continuer l'ancienne politique de l'arrogance nationale.

Le conférencier cite un passage d'un journal bourgeois, le *Tachkentski Kourrier* (Courrier de Tachkent) du 5 septembre 1917, lequel écrivait que les « soviets révolutionnaires et social démocrates jouaient au Turkestan le rôle de soldats de l'ancienne armée tsariste »; d'autres faits, encore cités par M. Tchokaev, montrent la politique suivie par lesdits soviets dans la lutte menée contre eux par les organisations nationales du Turkestan... « Notre peuple, dit le conférencier, concevait la révolution sous l'aspect que les Soviets du Turkestan la lui présentaient. Il ne pouvait comprendre la séparation de la révolution d'avec les soldats, les ouvriers, les paysans-colons révolutionnaires du Turkestan, la séparation de l'idée révolutionnaire d'avec l'activité « révolutionnaire » des soviets du Turkestan... » C'est pourquoi, lorsqu'en octobre 1917 les bolcheviks se soulevèrent contre le Gouvernement provisoire, les Turkestaniens s'abstinrent de prendre part aux événements. Le Gouvernement provisoire et la Révolution russe elle-même perdirent tout crédit parmi le peuple. Lui qui, cependant, avait salué avec tant de joie la révolution au Turkestan, s'en détournait à présent sans regret...

L'échec à cette époque du mouvement national trouve l'explication suivante dans le rapport du conférencier :

1° La préparation insuffisante du Turkestan en ce qui concerne l'idée de révolution; 2° l'absence d'unité intérieure, le clergé musulman faisait de la propagande, il poussait le peuple à exiger la reconnaissance complète du chariat, dans le temps même où la jeune génération « voltairianisait » revendiquant simplement des droits politiques et sociaux; 3° l'absence d'unité de front entre les nationalités de l'Empire russe...

Concluant, M. Tchokaev déclare :

« Si au cours de ces mois historiques, nous, les représentants du front de « Prométhée » avons été groupés et si nous avons suivi l'exemple de l'Ukraine qui se dressa sous le drapeau de l'indépendance nationale, il est possible, nous disons même certain, que nos peuples auraient eu un autre sort. Oui, ces peuples auraient eu un sort meilleur que celui qu'ils éprouvent sous le pouvoir soviétique, que dans ce bain national, pressurés qu'ils sont tant au point de vue matériel que culturel. »

La conférence de M. Tchokaev, nourrie de faits, d'aperçus historiques et politiques, a produit une grande impression et provoqué un vif débat.

M. Mir Iakoub Mehtiev prend le premier la parole. Il évoque la période

de domination turco-mongole sur la Russie des XIII^e-XIV^e siècles et déclare que cette domination était beaucoup plus libérale et humaine que celle de la Russie du XX^e siècle sur les peuples turco-mongols. Les principautés russes d'alors jouissaient d'une pleine autonomie dans leurs affaires intérieures et les autorisés turco-mongols faisaient preuve d'une grande tolérance envers l'Eglise et la vie nationale et sociale de l'ancienne Russie. L'attitude de la Russie est tout autre : elle ne tolère aucune manifestation de la vie nationale d'un autre peuple, elle s'empare de ses biens, détruit sa liberté et le condamne à l'inertie et à la mort. Cela prouve que, malgré l'évolution accomplie par l'humanité et la proximité du rayonnement de la vie européenne, la Russie d'aujourd'hui n'a pas encore atteint le degré de civilisation qu'avaient atteint les turco-mongols des XIII^e et XIV^e siècles.

M. Balinov établit une complète analogie entre la politique russe au Turkestan et celle toujours poursuivie en Cosaquie libre : c'est partout ce même mépris pour la population locale, la même insolence des dirigeants, la même brutalité des colons russes venus pour s'emparer de la terre, etc. « Il n'y a d'autre salut, conclut l'orateur, que dans l'union afin d'opposer un front unique à la politique agressive de la Russie pour jeter bas le joug qui n'a que trop duré. »

Le Prince Galitzine ne conteste pas les excès de la politique russe dans les pays de la périphérie de l'Empire, excès injustifiables et condamnables à tout point de vue, mais, dit l'orateur, il ne faut pas exagérer : dans ces excès, le pouvoir central n'a pas toujours été responsable; les autorités locales, par leur incompréhension et leur inaptitude, ont aussi beaucoup contribué à envenimer les relations entre Russes et non-Russes. Quoi qu'il en soit, il faut oublier le passé et avoir les yeux tournés vers l'avenir. Nous n'avons devant nous qu'un ennemi commun : le bolchevisme. Il faut d'un commun accord vaincre cet ennemi, il faut balayer ce système, et alors une entente cordiale se fera facilement entre tous les peuples de Russie. Le moment est trop sérieux pour éparpiller nos forces. Nous avons souffert ensemble, ensemble nous devons lutter pour un meilleur avenir.

M. Jeremijev prononce un vibrant discours sur l'Ukraine et sa lutte héroïque pour la conquête de son indépendance.

« Vous vous plaignez de la confiscation des terres ? s'écrie l'orateur. On nous a volé non seulement la terre mais aussi notre histoire. Afin de combler le vide de l'histoire russe, Karamzine s'empara de l'histoire de l'Ukraine et la déclara russe. Pouchkine en fut émerveillé : « C'est une découverte de l'Amérique », disait-il. Naturellement, pour les Russes, c'était une Amérique mais pour les Ukrainiens ce fut une spoliation, accomplie dans le domaine intellectuel et moral.

M. D. Vatchnadzé demande quelques précisions sur l'unité nationale du Turkestan.

M. Tchokaev répond que le Turkestan présente une parfaite unité de race, de langue et de religion; le passé historique, les traditions et les aspirations d'ordre politique et social sont les mêmes sur tout le territoire du Turkestan.

Puis, répondant à l'intervention du prince Galitzine, M. Tchokaev dit : « Nous ne pouvons pas oublier le passé parce que dans le passé nous avons été libres, maintenant nous ne le sommes pas. Vous proposez d'avoir les yeux tournés vers l'avenir, mais vos yeux s'arrêtent sur le moment de la

chute du bolchevisme; les nôtres scrutent un horizon plus lointain. Quel que soit le régime en Russie, nous demandons l'affranchissement du Turkestan de l'Empire Russe. Nos chemins divergent. Nous ne pouvons pas aller ensemble. »

M. Georges Gvazawa qui préside, remercie le conférencier pour son étude si substantielle qui met en relief toute l'incompatibilité de l'impérialisme russe avec les aspirations légitimes des pays tels que le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan. Oublier le passé ? Il le faut naturellement en tant que ce passé reste une source inépuisable d'amertume et de haine, car ce que nous voulons c'est établir des relations de bon voisinage avec le peuple russe, relations basées sur le respect du droit et de la souveraineté nationale de chaque peuple. Cela est possible à une seule condition : c'est que la Russie doit renoncer une fois pour toutes à ses visées impérialistes. Malheureusement les voix qu'on entend du camp russe ne sont guère encourageantes. M. Kerenski propose de former une sorte de « Société des Nations » russe, évidemment pour maintenir sous ce camouflage la domination russe sur d'autres peuples; M. Milioukov se range ouvertement du côté des Soviets et prêche avec un enthousiasme sénil la nécessité de soutenir par tous les moyens les ennemis déclarés de la civilisation européenne. Le brave Général Denikine demande rien moins qu'une garantie internationale de l'intégrité territoriale de l'Empire soviétique. Les passions sont à ce point déchaînées, qu'elles troublent l'atmosphère, qu'elles excluent toute possibilité de collaboration ne laissant présager rien de bon pour l'avenir. Dans ces conditions, notre ligne de conduite est toute tracée.

Avant de clore la séance, le Président annonce que la prochaine conférence sera consacrée à l'Ukraine.

* * *

Une lettre de M. Wasilewski

En réponse à notre télégramme ainsi conçu :

Léon Wasilewski,
à Varsovie,

Nous sommes heureux d'apporter l'hommage de notre admiration et de notre gratitude au glorieux champion qui, quarante ans durant, a vaillamment combattu pour le triomphe de l'idée de liberté des peuples. Vive Wasilewski ! Vive la Pologne !

Prométhée.

Nous avons reçu la lettre suivante :

Varsovie, le 12 mars 1932.

Monsieur le Rédacteur,

J'aimerais par l'intermédiaire de votre journal très estimé, transmettre mes chaleureux remerciements à toutes les organisations et à toutes les personnes qui, à l'occasion du 40^e anniversaire de mon activité publique, m'ont honoré de leurs félicitations.

Ces preuves de sympathie profondément émouvantes de la part des représentants des Nations qui n'ont pas encore réussi à se libérer du joug russe, seront pour moi un stimulant incessant pour continuer le travail au service de la Grande Idée de libération des Peuples, dont la victoire infaillible ne fait pour moi aucun doute.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, l'expression de ma haute considération.

Léon WASILEWSKI.

CHRONIQUE

CAUCASE DU NORD

La *Sévéro-Kavkazskai Gazeta* a mené une vive agitation contre les travailleurs de science qui ont pris part à la création d'une histoire des peuples montagnards du Caucase. Les personnalités ci-dessous, qui sont des intellectuels connus, des gens du parti et des hommes politiques, ont catégoriquement réfuté le rôle dominant attribué au prolétariat lors de la révolution d'octobre. En ce qui concerne les Montagnards proprement dits, lesdites personnalités déclarent qu'il n'a jamais existé de différence entre classes et d'autant plus de lutte de classe, qu'ils ont plutôt une tendance à suivre leurs intellectuels et leurs nationalistes. Cette vérité pure a été interprétée par les communistes des hautes sphères comme une « falsification » de faits historiques et ils se sont lancés en accusations contre les travailleurs allogènes de science suivants : MM. Gatouev, Achaeu, Alborov, Echba, Khaïr-Khayer, Martirossian et Taho-Godi.

*
**

La *Daghestanskaïa Gazeta* vient de découvrir « un important ennemi idéologique du bolchevisme » dans l'auteur du livre *Daghestan* de certain Skatchko. Ce dernier a fait chorus avec deux historiens locaux, Taho-Godi et Samourski, pour affirmer que le prolétariat n'existait pas encore parmi les Montagnards du Caucase aux premiers jours de la révolution de février et encore moins la moindre trace de division en classes et, conséquemment, de lutte entre classes. Ledit journal considère « comme une trahison exceptionnelle des intérêts du bolchevisme » l'affirmation de l'auteur, que la révolution de février a été pour le Daghestan un véritable coup de tonnerre et que sans les forces extérieures (le bolchevisme) le Daghestan aurait suivi une toute autre voie. Le livre a été retiré des rayons des bibliothèques soviétiques.

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* signale de nouvelles manifestations sur le front idéologique; elle s'en prend plus particulièrement, avec l'acharnement qui caractérise les organes du parti, à l'auteur de la pièce « L'Iman de Makajoev », Yandarov, qu'il accuse de nationalisme militant. Ledit journal prétend le reconnaître dans les tendances de la pièce de ressusciter l'idée du front national, en montrant que Saadouev, condamné par le parti, est représenté par les éléments antisoviétiques et nationalistes comme l'envoyé de Dieu. De ce fait, ledit messager de Dieu apparaît comme le défenseur des intérêts de tous les Montagnards du Caucase, créant ainsi dans la pièce une auréole d'héroïsme autour de cette sortie antisoviétique. Dans le même temps, cette pièce montre que le pouvoir soviétique continue la politique colonisatrice grand-russienne. La pièce a été retirée du répertoire et les auteurs ont été déférés au tribunal du parti.

La *Rostovskaïa Gazeta* reproduit une décision du Comité régional nord-caucasien d'où il appert que l'organisation des kolkhoz géants a subi un échec complet, et l'on sait l'importance que les constructeurs soviétiques attachaient à ce secteur paysan. L'expérience a été à ce point pitoyable, elle a entraîné une telle ruine économique que, par décision spéciale, ces géants sont morcelés. Chaque kolkhoz ne groupera pas plus, dorénavant, de 500 foyers, peut-être moins; cela dépendra du caractère de l'économie locale et des possibilités du terrain. Où est le temps où les ennemis des kolkhoz géants étaient considérés comme renégats à la « ligne générale du parti ».

AZERBAÏDJAN

Le V^e numéro du Journal Istiklal vient de paraître

Ce Journal, organe des nationalistes azerbaïdjanais, édité à Berlin, contient un article de tête de M. Rassoul Zadé, Président du Comité national azerbaïdjanien. L'auteur y décrit le développement incessant du nationalisme dans la République d'Azerbaïdjan.

La terreur économique

Le Journal *Istiklal*, du 10 mars, annonce que le bateau-citerne français *Henri-de-Marré* a été obligé de rester à l'ancre tout un mois dans le port de Batoum, du fait que le pipe-line Bakou-Batoum a été détérioré en Azerbaïdjan par un détachement d'insurgés. Dans le même temps, non loin de Kurda-Mir, la station où se trouvent les pompes a été détruite par une explosion provoquée par les terroristes.

Paysans azerbaïdjanais en Sibérie

Un paysan, qui était parvenu à s'enfuir de Sibérie et à gagner par le Turkestan la frontière persane, déclara à un correspondant de l'*Istiklal* au Khorassan que le nombre de paysans azerbaïdjanais déportés en Sibérie avec leurs familles s'élève à 8.000 âmes. La masse principale de ces exilés se trouve au lieu dit Tchertil par delà l'Oural. Ces paysans et leurs familles sont tenus de travailler dans des scieries, quinze heures par jour. Ils reçoivent pour ce travail un kilo de pain par personne. Il arrive parfois que les membres d'une même famille sont séparés pour être envoyés dans des lieux différents.

Une décision de la Tchéka d'Azerbaïdjan

Le Comité central du parti communiste d'Azerbaïdjan a décidé de lutter énergiquement contre le mouvement nationaliste, non seulement en Azerbaïdjan, mais aussi à l'étranger où se trouvent les organisations des émigrés (*Istiklal*, numéro 5).

Le plan quinquennal

Au cours d'une réunion des organisations professionnelles de Bakou, le « camarade » Polonski a déclaré que le plan quinquennal n'a été réalisé dans les fabriques et usines de Bakou que dans les proportions de 66 %. Une pareille situation est intolérable, a dit le secrétaire du parti communiste, surtout dans un centre ouvrier de l'importance de Bakou (*Bakinski Rabotchi*, n° 297).

Au tableau noir

D'après le *Bakinski Rabotchi*, n° 297, de nombreuses localités d'Azerbaïdjan sont inscrites au tableau noir, par décision du Comité central, en raison de la non-réalisation du plan quinquennal dans des proportions ne dépassant pas 50 %.

Acte terroriste

Dans la ville de Lenkoran a été tué le secrétaire adjoint du parti communiste, Ismaïlov. Cet acte terroriste a été commis la nuit, après une séance du parti communiste. Les meurtriers n'ont pu être retrouvés.

GEORGIE

L'affaire des faux tchervonetz

On n'a pas oublié cette affaire qui défraya la chronique il y a deux ans. Deux Géorgiens, Karoumidze et Sadatierachvili, furent poursuivis devant le tribunal de Berlin sous l'inculpation d'avoir fabriqué un milliard de faux tchervonetz aux fins de fomenter un soulèvement en Géorgie. Le gouvernement soviétique, admis au cours de l'enquête en qualité de plaignant, s'efforçait de prouver que les inculpés sont des agents de la Légation géorgienne à Paris. On voit la manœuvre.

L'enquête ne fournit naturellement aucune preuve de cette insinuation. Par contre, il fut établi qu'un certain Dolidzé, agent provocateur soviétique, a été l'âme et l'instigateur de cette louche entreprise. Les Géorgiens furent condamnés à quatre ans de prison, mais l'un d'eux, M. Karoumidze, sans attendre le verdict, passa la frontière suisse et se trouve maintenant à l'abri de toute poursuite; quant au provocateur Dolidzé, il s'enfuit à Moscou et occupe maintenant le poste de directeur de la banque d'Etat à Nijni-Novgorod. Les Soviets sont généreux, ils n'oublient jamais les services rendus.

UKRAINE

Un témoignage sur le procès de la S.V.U.

(Association pour la libération de l'Ukraine)

On se rappelle qu'en 1930 a eu lieu un procès monstre à Kharkiv. Ce procès était intenté contre une organisation ukrainienne patriotique et antisoviétique (S.V.U.) à la tête de laquelle se trouvait M. Efremov. Une personne, ayant passé pour d'autres raisons, plusieurs mois dans la même prison où étaient détenus les inculpés, a pu s'évader de l'Ukraine soviétique et se trouve actuellement à l'étranger. Voici les déclarations faites par ladite personne au correspondant de notre bulletin. « On se rappelle encore que parfois les témoignages des personnes qui se trouvaient à la tête du procès étaient favorables aux agents du Guépéou, ce qui avait péniblement impressionné les milieux ukrainiens émigrés. Mais, ajoute la personne interviewée, pour comprendre ce fait, il faudrait connaître les conditions dans lesquelles fut mené l'interrogatoire des inculpées : ils usèrent de tous les moyens, y compris l'hypnose et les tortures. C'est ainsi que le témoin aperçut plusieurs fois un des chefs de ladite organisation, M. Nikovsky, emporté évanoui après son interrogatoire. Pour obtenir des aveux, les agents du Guépéou avaient promis de grâcier tout au moins la jeunesse ukrainienne compromise dans la même affaire. Cela ne les empêcha point de fusiller ces jeunes gens par centaines, sans aucun jugement. »

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

E5114E
1932